

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 24 MARS 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 24 mars 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	20	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/03/037**

**CHOIX DU SOUS-TRAITANT  
POUR L'EXPLOITATION  
D'ACTIVITÉS DE BAINS DE  
MER SUR LA CONCESSION  
21DSP07 - DELEGATION DU  
SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION  
D'ACTIVITES DE BAINS DE  
MER DE LA PLAGE  
NATURELLE DU PRADON A  
CARQUEIRANNE - LOT 1**

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Edwige MARINO, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Yannick CHENEVARD, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Christophe MORENO, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. François CARRASSAN, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Magali TURBATTE, M. Pierre BONNEFOY, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josy CHAMBON, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Geneviève LEVY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Joseph MINNITI ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Francis ROUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Frédéric BOCCALETTI ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE.

**ABSENTS :**

Mme Rachel ROUSSEL, M. Emilien LEONI.

## **Séance Publique du 24 mars 2022**

**N° D' O R D R E : 22/03/037**

**O B J E T : CHOIX DU SOUS-TRAITANT POUR L'EXPLOITATION  
D'ACTIVITÉS DE BAINS DE MER SUR LA  
CONCESSION 21DSP07 - DELEGATION DU SERVICE  
PUBLIC POUR L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE  
BAINS DE MER DE LA PLAGE NATURELLE DU  
PRADON A CARQUEIRANNE - LOT 1**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article R.2124-31,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la compétence autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages transférées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**VU** l'arrêté préfectoral du 04 février 2021, par lequel la concession de la plage naturelle du Pradon sur la commune de Carqueiranne a été accordée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour une durée de 12 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2033,

**VU** la délibération n°21/05/169 en date du 27 mai 2021 approuvant le principe de la délégation de service public concernant le choix du mode de gestion pour l'exploitation d'activités de bains de mer sur le lot n°1 et le lot n°2 de la plage naturelle du Pradon située sur la commune de Carqueiranne,

**VU** l'arrêté n°AP 22/10 du 15 février 2022 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Robert CAVANNA, vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour mener à bien la procédure allant des négociations jusqu'à la rédaction du rapport de l'exécutif concernant la concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pardon à Carqueiranne,

**VU** le rapport de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales proposant de retenir la SDF FROSINI-LAURENT sise Le Bamboo, le Pradon 83320 Carqueiranne, immatriculée 531 809 820 00016, en qualité de sous-traitant, délégataire de service public, à compter de la notification du contrat,

**VU** les documents transmis aux membres du Conseil Métropolitain en vertu de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la décision de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 25 janvier 2022 sur les candidats admis à présenter une offre,

**VU** la décision de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 9 février 2022 sur les candidats admis à négocier,

**VU** le projet de sous-traité d'exploitation annexé,

**VU** l'avis du Comité Technique du 15 février 2021,

**VU** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 04 mars 2021,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 14 mars 2022,

**CONSIDERANT** que le lot n°1 consiste en une plage d'une superficie totale de 167 m<sup>2</sup>, destinée à recevoir l'exercice d'activités de plagiste entendues au sens de location de matelas/parasols et de restauration légère.

Cette surface de 167 m<sup>2</sup> est scindée en deux parties distinctes :

- 1- Une surface minimum de 100 m<sup>2</sup> affectée à la location de matelas/parasols,
- 2- Une surface de 67 m<sup>2</sup> affectée à la restauration légère ou traditionnelle pouvant comporter :
  - a. Éventuellement un mobilier bas de buvette (type comptoir, snacking froid) sur platelage bois,
  - b. Une terrasse dans le prolongement du comptoir sur platelage en bois avec des tables et chaises,

**CONSIDERANT** qu'un avis de concession a été adressé le 4 novembre 2021 et publié sur les supports suivants et aux dates suivantes :

- BOAMP, paru le 06/11/2021,
- JOUE, paru le 09/11/2021,
- LE MONITEUR, paru le 19/11/2021,
- AWS, paru le 07/11/2021,
- Journal Var Matin, le 08/11/2021,

**CONSIDERANT** que les candidats étaient invités à remettre leur candidature et leur offre au plus tard le 17 décembre 2021 à 16 h 00,

**CONSIDERANT** que suite à l'ouverture des plis de candidature, le 20 décembre 2021 à 9H30, la Commission de Concession et de Délégation de Service Public s'est réunie le 25 janvier 2022 pour procéder à l'examen du dossier de candidature remis et a admis le candidat à présenter une offre, soit la SDF FROSINI-LAURENT sise Le Bamboo, le Pradon 83320 Carqueiranne, immatriculée 531 809 820 00016, représentée par Messieurs Éric LAURENT et Stéphane LAURENT,

**CONSIDERANT** que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public, réunie le 25 janvier 2022 a ensuite procédé à l'ouverture de l'offre reçue du candidat admis SDF FROSINI-LAURENT et a déclaré l'offre régulière,

**CONSIDERANT** que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public réunie le 9 février 2022 a rendu son avis sur l'offre remise par le candidat SDF FROSINI-LAURENT par lequel, après analyse, elle recommandait au représentant du Président de la Métropole, autorité concédante, d'engager les négociations avec le soumissionnaire précité,

**CONSIDERANT** qu'une première série de questions sur leur offre respective a été adressée le 16/02/2022 à répondre aux questions posées sur son offre avec une date limite de réponse fixée au 28/02/2022 par courrier de la Métropole,

**CONSIDERANT** les compléments apportés par le candidat SDF FROSINI-LAURENT dans le cadre de cette négociation,



**CONSIDERANT** qu'au regard des conclusions du rapport du Vice-Président, joint à la présente délibération, le candidat présente les garanties professionnelles et financières nécessaires, justifie du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, de l'aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public, de l'aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public,

**CONSIDERANT** qu'au regard des conclusions du rapport du Vice-Président, joint à la présente délibération, l'offre du candidat la SDF FROSINI-LAURENT apparaît comme intéressante sur le plan de la qualité de service rendu aux usagers, sur le plan de la qualité et la cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet et au regard de la valeur financière,

**CONSIDERANT** le projet de contrat pour la délégation du service public pour l'exploitation de l'activité des bains de mer de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne - lot 1,

**CONSIDERANT** que la redevance annuelle pour le lot de plage est composée d'une part fixe et d'une part variable. La proposition du candidat est la suivante :

- une part fixe forfaitaire de 4 175 euros versée chaque année,
- une part variable de 1% du chiffre d'affaires annuel global réalisé pendant la période, et qui ne saurait être inférieur à 1%, (le montant du chiffre d'affaire prévisionnel estimé par le soumissionnaire s'élève à 1 778 480 € pour les 6 ans d'exploitation),

**CONSIDERANT** les tarifs proposés par le candidat lié à l'activité principale du lot de plage qui sont les suivants :

- 1 Matelas + 1 parasol :
  - o Pour une demi-journée : 6,67 € HT soit 8 € TTC,
  - o Pour une journée : 11,67 € HT soit 14 € TTC,

**CONSIDERANT** les conclusions du rapport de Monsieur le vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales proposant de retenir la SDF FROSINI-LAURENT sise Le Bamboo, le Pradon 83320 Carqueiranne, immatriculée 531 809 820 00016, représentée par Messieurs Éric LAURENT et Stéphane LAURENT, comme sous-traitant, délégataire de service public,

**CONSIDERANT** le projet de sous-traité et l'ensemble de ses annexes, joints à la présente décision,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** le choix de la Société de Fait SDF FROSINI-LAURENT sise Le Bamboo, le Pradon 83320 Carqueiranne, immatriculée 531 809 820 00016, représentée par Messieurs Éric LAURENT et Stéphane LAURENT, comme sous-traitant du lot n°1 de la concession de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne, à compter de la date de notification au sous-traitant et pour une durée d'exploitation de 6 périodes d'exploitation.

## **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes du projet de contrat de sous-traité et ses annexes, pour l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne - lot 1 et les documents qui y sont annexés.

## **ARTICLE 3**

**DE FIXER** une redevance fixe annuelle de 4 175 € et une redevance variable de 1 % du chiffre d'affaires réalisé pour le lot 1.

## **ARTICLE 4**

**D'APPROUVER** les tarifs proposés par le candidat retenu pour le lot 1 aux usagers pour la partie plage.

## **ARTICLE 5**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le contrat de délégation de service public et ses annexes, à intervenir et à procéder aux mesures de publicité requises.

## **ARTICLE 6**

**D'APPROUVER** le rapport du Vice-Président au Conseil Métropolitain ci-annexé.

## **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées sur le budget principal, fonction 56, article 70323, opération 700 notamment une redevance fixe annuelle de 4 175 € et une redevance variable de 1 % du chiffre d'affaires réalisé pour le lot 1.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 mars 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0



**21DSP07 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION  
D'ACTIVITES DE BAINS DE MER DE LA PLAGE NATURELLE DU  
PRADON A CARQUEIRANNE – LOT N°1**

***RAPPORT DU VICE PRESIDENT AGISSANT PAR DELEGATION Article  
L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales***

## Table des matières

<b>1. Objet du rapport.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Déroulement de la Procédure de mise en concurrence.....</b>	<b>3</b>
<b>2.1 - Avis de concession .....</b>	<b>3</b>
<b>2.2 - Contenu des dossiers à produire par les candidats.....</b>	<b>4</b>
<b>2.3 - Critères d'évaluation des offres :.....</b>	<b>5</b>
<b>2.4 - Ouverture des candidatures : .....</b>	<b>6</b>
<b>2.5 - Examen des candidatures :.....</b>	<b>7</b>
<b>2.6 - Ouverture des offres :.....</b>	<b>7</b>
<b>2.7 - Examen des offres :.....</b>	<b>7</b>
<b>2.8 - Déroulement des négociations.....</b>	<b>7</b>
<b>3. Analyse des offres et motifs du choix du candidat retenu. ....</b>	<b>8</b>
<b>4. Economie générale du contrat.....</b>	<b>11</b>
<b>4.1 – Caractéristiques du contrat.....</b>	<b>11</b>
<b>4.2 Durée du contrat .....</b>	<b>12</b>
<b>4.3 Périmètre de la délégation .....</b>	<b>12</b>
<b>4.4 Clauses financières.....</b>	<b>12</b>
<b>4.5 Mesures de contrôle du sous-traitant par la Collectivité.....</b>	<b>13</b>
<b>4.6 Pénalités et autres mesures coercitives .....</b>	<b>13</b>
<b>5. Conclusion.....</b>	<b>14</b>

## 1. Objet du rapport

Le présent rapport est établi en application des dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans sa rédaction applicable à la procédure en cours.

Il a pour objet de :

1. Rendre compte à l'assemblée délibérante du déroulement de la procédure de consultation qui a été mise en œuvre en application des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
2. Présenter les motifs du choix du candidat retenu au terme des négociations et proposé au Conseil Métropolitain,
3. Exposer l'économie générale du contrat de délégation de service public tel qu'il est issu des négociations,

Le présent rapport comporte en annexe :

- Le procès-verbal de la Commission de concession et de délégation de service public en date du 25 janvier 2022 au terme duquel la Commission a admis le candidat à déposer une offre (annexe 1) ;
- Les procès-verbaux de la Commission de concession et de délégation de service public en date du 9 février 2022 aux termes duquel la Commission a formulé son avis sur l'offre analysée (annexe 2) ;
- Le Rapport de la Commission de délégation de service public d'analyse des offres initiales du 9 février 2022 (annexe 3) ;

## 2. Déroulement de la Procédure de mise en concurrence

Après avoir sollicité pour avis la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 4 mars 2021 et le Comité Technique du 15 février 2021, par délibération N° 21/05/169 en date du 27 mai 2021, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) a décidé d'autoriser le lancement d'une procédure de consultation de service public conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales en vue de conclure une convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne.

Cette convention est d'une durée de 6 ans à compter de la notification.

### 2.1 - Avis de concession

Un avis de concession initial a été envoyé le 4 novembre 2021, et publié sur les supports suivants :

- Le 7 novembre 2021 sur AWS (profil acheteur),
- Le 6 novembre 2021 au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP – Avis n°2021 310),
- Le 09 novembre 2021 au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE- Annonce n 2021/S217-572653),
- Le 8 novembre 2021 dans le Var Matin
- Le 19 novembre 2021 sur le Moniteur (avis N°AO-2147-0798)

La procédure mise en œuvre est une procédure ouverte, les candidats étaient donc invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur dossier d'offre.

Seules les offres des candidats admis à présenter une offre par la Commission de délégation de service public ont été ouvertes par cette même commission.

Le dossier de consultation des entreprises pouvait être téléchargé sur la plateforme AWS (profil acheteur) ou être retiré sous format papier à la sous-direction des concessions à l'hôtel de la Métropole.

La date limite de présentation des plis contenant les candidatures et les offres était fixée au 17 décembre 2021 à 9H00.

Le règlement de la consultation autorisait les candidats à poser des questions jusqu'à 12 jours calendaires francs avant la date de remise des offres.

Nombre de dossiers retirés : 4 retraits pour le lot n°1. 21 dossiers ont également été retirés de manière anonyme l'ensemble de cette procédure.

## **2.2 - Contenu des dossiers à produire par les candidats**

Conformément à l'article 7.1 du règlement de la consultation, les candidats devaient produire les pièces suivantes à l'appui de leur candidature :

- **Une lettre de candidature** faisant apparaître une note détaillée du candidat présentant :
  1. Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.
  2. Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et adresse postale du siège social (si différente), adresse électronique, numéro de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires.

Ce courrier devra indiquer les motivations du candidat à l'égard du projet et devra permettre d'apprécier, au regard des moyens déployés, l'aptitude du candidat à assurer :

- La continuité du service public,
- L'égalité des usagers devant le service public et le respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
- L'accueil du public pendant la période d'exploitation
- La préservation du domaine

En cas de groupement, la lettre de candidature doit être dûment remplie et signée de chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces ci-dessus devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

- **Une attestation sur l'honneur**, selon laquelle il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L. 3123-1 à L.3123-14 du Code de la Commande Publique
- **Une attestation sur l'honneur**, selon laquelle les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L. 3123-19 et L.3123-21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.
- **Une attestation sur l'honneur du respect des dispositions du code du travail en matière d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-3, L.5212-4 du Code du Travail.
- **Une attestation sur l'honneur de non condamnation depuis 5 ans à une contravention de grande voirie** définie à l'article L 2132-2 du Général de la Propriété des Personnes Publiques pour les atteintes concernées
- **Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet**, ou procédures étrangères équivalentes.
- **Le cas échéant et pour les personnes morales, les documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à engager la société.**

- **Les certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux et fiscaux attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales** en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique, rempli par l'administration fiscale.

- **Le cas échéant, Justificatif de moins de 3 mois de l'inscription du candidat au RCS** (extrait Kbis ou équivalent) ou autre registre professionnel ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'1 an.

- **Garanties professionnelles du candidat :**

**Les moyens matériels, les moyens humains** (tableau des effectifs moyens de la société sur la dernière année avec mise en évidence de l'importance de l'encadrement) ainsi que les références professionnelles du candidat (ou du représentant légal de la personne morale candidate) : expériences du candidat dans la gestion de services comparables à celles du service ou démonstration par d'autres références ou moyens du candidat à recevoir la concession (Curriculum vitae ou tout autre moyen, liste de références, )

- **Garanties financières :**

Pour les entreprises : Bilan et comptes de résultat de l'entreprise sur les trois derniers exercices accompagnés de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, principaux actionnaires, endettement, fond de roulement, capacité d'autofinancement, prêts envisagés, etc.

Pour les particuliers : Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagnées de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés.

*Les pièces ci-dessus sont remises pour le sous-traitant ou chaque membre du groupement présenté.*

*Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés.*

*En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.*

Conformément à l'article 7.2 du règlement de la consultation, les candidats devaient obligatoirement remettre au titre de leur offre les pièces suivantes :

- Le projet de sous-traité d'exploitation signé par le candidat. Il devra être complété par :
  - o L'identification juridique du candidat (article 1 du sous-traité)
  - o Le pourcentage qu'il propose pour le calcul de la part variable de la redevance qu'il s'engage à verser annuellement à la Métropole (article 5 du sous-traité d'exploitation)
  - o Sur la dernière page : date + nom du signataire + signature + tampon de la société (le cas échéant)
- La notice des principales obligations du sous-traitant et des pénalités applicables, comportant sur la dernière page : date + nom du signataire + signature + tampon de la société (le cas échéant)
- Le mémoire technique d'exploitation d'après le cadre du mémoire technique d'exploitation fourni. Ce mémoire comprendra les éléments décrits à l'article 9.2 du règlement de la consultation.
- Le mémoire financier d'exploitation d'après le cadre de mémoire financier d'exploitation fourni. Ce mémoire comprendra les éléments qui devront être renseignés par le candidat

### **2.3 - Critères d'évaluation des offres :**

Conformément à l'article 9.2 du règlement de la consultation, les offres sont évaluées et classées au regard des critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance :



### **Critère 1 : La qualité du service rendu aux usagers**

- **Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet**
  - Stratégie mise en place pour optimiser l'accueil du public dans sa diversité sur le lot de plage,
  - Mesures sanitaires mise en œuvre au niveau des matelas parasols et de la restauration légère,
  - Dispositions prises lorsque le poste de secours communal est absent ou fermé.
  - Plan de renouvellement des équipements en cas d'usure, dégradation casse.
  - Modalités d'exploitation des matelas parasols (descriptif du projet commercial pour la partie matelas parasol (offre familiale, offre premium, ...)), du local cuisine et de la " terrasse " (type et qualité de la restauration proposée, thème éventuel, etc...)

### **Préservation du domaine et vision environnementale du projet**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat pour ne pas générer d'impact sur l'environnement de la plage voir même sur la façon dont il compte contribuer à sa préservation.*

- Gestion des déchets et propreté du lot
- Sensibilisation du personnel et des usagers à l'environnement
- Gestion énergétique et des fluides
- Quiétude de la plage : prévention des nuisances sonores et pollutions visuelles
- Intégration paysagère
- Prévention des nuisances liées aux livraisons et à l'enlèvement des déchets
- Modalités de libération du domaine public maritime en fin de journée et à échéance du sous-traité (modalité de stockage des équipements et localisation).

### **Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés**

#### **• L'organisation de l'exploitation**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant l'organisation temporelle et humaine de son activité notamment son amplitude et sa cohérence avec son projet.*

- Période d'exploitation du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse) avec date de démarrage et de fin. Si le candidat prévoit de distinguer des périodes de haute et basse saison dans son mode d'exploitation, il précisera les dates correspondant à ces différentes périodes.
- Amplitude horaire journalière Heures d'ouverture et de fermeture du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse " pieds dans le sable ")
- Les effectifs employés, les qualifications : Nombre de personnes, les fiches de poste ou les qualifications qui seront demandées aux salariés y compris BNSSA

#### **• Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant les moyens matériels et leur cohérence avec son projet et avec les caractéristiques du lot de plage et de la concession de plage).*

- Liste, visuels et fiches techniques à minima des bains de soleil, parasols et matériel de délimitation
- Les modalités d'aménagement du local cuisine et de la " terrasse "

## **2.4 - Ouverture des candidatures :**

Le nombre de plis déposé a été le suivant :

- 1 pli pour le lot n°1, le candidat SDF FROSINI-LAURENT.

L'ouverture des plis de candidature et le relevé du contenu des candidatures se sont déroulés le 20 décembre 2021 à 9H30.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Par courrier du 7 janvier 2022, il a été demandé au candidat SDF FROSINI-LAURENT de compléter sa candidature avant le lundi 17 janvier 2022 à 16h00 en fournissant les compléments suivants :

- Les renseignements apportée dans le dossier de candidature permettent d'identifier les dirigeants de la société mais ne permettent pas d'établir les conditions relatives à l'exercice du pouvoir à engager la société pour les personnes désignées dans le dossier de candidature Il est donc demandé au candidat d'adresser les statuts de sa société, un K bis ou, à défaut, de présenter les modalités d'organisation de sa société, notamment celles relatives au pouvoir d'engager la société

Le candidat a remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :

- Courrier décrivant le fonctionnement d'une Société De Fait ;
- Délégation de pouvoir à Monsieur Éric LAURENT.

Suite à la transmission des compléments de candidature, le candidat ayant fourni les pièces demandées, sa candidature est complète.

## **2.5 - Examen des candidatures :**

Lors de sa séance du 25 janvier 2022, la Commission de concession et de délégation de service public a procédé à l'examen de la candidature des plis reçus et a admis le candidat SDF FROSINI-LAURENT à présenter une offre pour le lot n°1.

## **2.6 - Ouverture des offres :**

Lors de sa séance du 25 janvier 2022, la commission a procédé à l'ouverture de l'offre du candidat SDF FROSINI-LAURENT.

## **2.7 - Examen des offres :**

Dans sa séance du 9 février 2022, la commission de concession et de délégation de service public a procédé à l'examen de l'offre et a admis le candidat suivant à négocier :

- SDF FROSINI-LAURENT ;

## **2.8 - Déroulement des négociations**

Par arrêté n° AP20/107 en date de 19 août 2020, le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donné délégation de fonctions et de signature à Monsieur Robert CAVANNA, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour :

- Le représenter et mener les négociations avec les soumissionnaires de la délégation de service public portant sur l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne.
- Engager les négociations avec les soumissionnaires suivants :
  - o SDF FROSINI-LAURENT pour le lot 1 ;
- Signer tous les documents concernant les négociations et notamment les convocations aux réunions de négociation du soumissionnaire et de toutes personnes intéressées, les PV des réunions de négociation, les correspondances avec le soumissionnaire, les éléments de négociation et le rapport de l'exécutif.

### **2.8.1. 1<sup>ère</sup> série de questions : clarification des offres avant négociation**

Le candidat a été invité par un courrier électronique du 16/02/2022 à répondre aux questions posées sur son offre avec une date limite de réponse fixée au 28/02/2022  
Le candidat a remis ses éléments de réponse par voie dématérialisée en date du 25/02/2022.

### **2.8.2. Clôture des négociations**

Par courrier envoyé le 02/03/2022, le candidat a été invité à remettre son offre finale en version papier pour le 10/03/2022.

## **3. Analyse des offres et motifs du choix du candidat retenu.**

L'offre remise par le candidat SDF FROSINI-LAURENT est analysée au prisme des critères de jugement des offres rappelés à l'article 2.3 du présent rapport.

### **Critère 1 : La qualité du service rendu aux usagers**

Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet :

Le candidat indique vouloir adapter son accueil et le placement en fonction des types de groupe tout en optimisant la capacité d'accueil.

Le candidat anticipe les déconvenues de clients qui n'auraient pas de place en proposant des solutions de replis.

Le recours à la location de matelas/parasols qui englobe un nettoyage complet hebdomadaire constitue un point positif qui de surcroît permet de renouveler le matériel plus régulièrement en cas de dégradation.

La proposition de plats variés incluant des plats végétariens et vegan permet de prendre en compte la diversité des attentes culinaires. Le candidat complète l'offre habituelle du restaurant avec des plats plus adaptés à la consommation sur la plage.

Le candidat indique que les matelas parasols seront accessibles au public lorsque le poste de secours communal sera absent ou fermé ce qui rend son offre conforme à la doctrine de l'Etat qui n'autorise pas l'exploitation seule de la restauration légère en journée. Le candidat ajoute qu'il y aura pour assurer la sécurité deux BNSSA en rotation ce qui permettra d'une part de répondre aux exigences de sécurité imposées par la commune et d'autre part de respecter la durée légale du temps de travail.

Le candidat précise par ailleurs bien prévoir entre chaque client des mesures sanitaires complémentaires au nettoyage hebdomadaire. Le protocole qui est présenté devrait effectivement permettre de limiter fortement le risque de transmission du COVID19.

**Synthèse : Les propositions faites par le candidat concernant la vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet correspondent aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.**

Préservation du domaine et vision environnementale du projet :

Le candidat a bien pris en compte tous les aspects de ce critère.

La gestion des déchets est complète avec une fréquence importante.

Les mesures prises en matière de sensibilisation du personnel et des usagers sont très satisfaisantes et détaillées avec notamment la production d'un dépliant pédagogique.

La gestion des fluides est particulièrement bien détaillée et adaptée et devrait permettre de réduire les consommations.

La présence du restaurant privé à proximité facilite la gestion énergétique et des fluides.

Concernant la prévention des nuisances sonores, les propositions faites par le candidat montrent sa vigilance sur ce point et sa volonté de ne pas impacter le voisinage.

L'utilisation d'une décoration végétale avec des essences méditerranéennes adaptée à la proximité de la mer et non allergène est une bonne proposition dès lors qu'aucune implantation directement dans le sable ne soit prévue et que les aménagements sur la zone matelas parasols seront retirés le soir.

La possibilité de rangement du matériel à proximité dans le restaurant est un point positif. Toutefois, cela mérite d'être confirmé lors de la négociation car l'opération semble très contraignante pour l'exploitant.

Le candidat précise son intervention pour le nettoyage du sol avec une procédure adaptée.

Le candidat confirme également que le matériel sera stocké dans son établissement fermé.

Le candidat confirme également qu'il n'y aura pas de plantation directement dans le sable ce qui aurait été interdit.

Pour finir concernant l'éclairage il ne propose que des LEDs dans le platelage bois ce qui ne devrait pas avoir d'impact significatif visuel sur la plage en dehors de la zone de son lot.

**Synthèse : les propositions faites par le candidat concernant la préservation du domaine et vision environnementale du projet correspondent tout à fait aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.**

**Conclusion critère n°1 : Qualité du service rendu aux usagers :**

**La proposition du candidat répond aux attentes de la Métropole en matière de qualité de service rendu aux usagers**

**Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés**

**L'organisation de l'exploitation :**

Le candidat a bien pris en compte tous les aspects de ce critère.

L'amplitude horaire proposé est satisfaisante.

Du fait de la mobilisation des équipes du restaurant, les effectifs pour la restauration sont très importants.

Le candidat indique que le lot matelas parasols sera accessible pendant toute la période d'exploitation ce qui rend son offre conforme à la doctrine de l'Etat qui n'autorise pas l'exploitation seule de la restauration légère en journée. Le candidat ajoute qu'il y aura pour assurer la sécurité deux BNSSA en rotation ce qui permettra d'une part de répondre aux exigences de sécurité imposées par la commune et d'autre part de respecter la durée légale du temps de travail.

Les informations complémentaires du candidat permettent bien de confirmer que le montage et le démontage du lot sont bien compris pendant la période d'exploitation du lot de plage et ne dépasseront donc pas les périodes autorisées.

Concernant la présence d'un seul employé sur la plage qui aurait été incompatible avec le respect du temps de travail et/ou un accueil toujours présent sur le lot de plage le candidat évoque une rotation journalière d'employés sans préciser qui cela concernera dans ses effectifs.

**Synthèse : les propositions faites par le candidat, notamment les éléments apportés en négociation concernant l'organisation de l'exploitation, lèvent les doutes sur le respect des règles de l'Etat en matière d'exploitation de matelas parasol et lèvent également les doutes concernant la mise en place d'un accueil constant sur le lot de plage tout en respectant la durée légale du temps de travail. L'offre du candidat est donc acceptable.**

**Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot :**

Le matériel proposé, notamment la gamme IBIZA (bain de soleil et table basses) en teck, ainsi que les parasols dans des tons écru est cohérent avec les propositions du candidat en terme d'intégration paysagère. Il en est de même des chaises targa.

La présence de la cuisine du restaurant à proximité est un point positif car cela évite l'installation d'une cuisine éphémère ou d'un comptoir et donc une optimisation des capacités d'accueil.

Le candidat confirme qu'il n'aurait pas 60 tables mais 25 et qu'il ne les installera pas sur la zone de matelas parasol ce qui lève les doutes quant à une éventuelle utilisation de l'espace matelas parasol pour de la

restauration légère.

**Synthèse : Les propositions faites par le candidat correspondent aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**Conclusion critère n°2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés :**

La proposition du candidat en matière de qualité et de cohérence au plan technique et organisationnel par rapport au projet répond globalement aux attentes de la Métropole.

**Critère 3 : la Valeur Financière**

**Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel :**

Le compte d'exploitation (CEP) du candidat présente CA prévisionnel 1.778.480€ pour les 6 ans d'exploitation. Ce montant paraît élevé par rapport à l'estimatif de la Métropole, en effet la proposition faite par le délégataire permet d'utiliser une cuisine et du matériel située sur une partie privée à proximité du lot de plage, ce qui permet de proposer de la restauration légère à la place du snacking. Cette optimisation permet également de libérer un espace supplémentaire sur la terrasse pour l'installation des clients et de ne pas le dédier à l'installation d'un lieu de production et de stockage.

Le montant des investissements prévus est de 29 010 euros répartis sur 6 ans, soit un amortissement de 4 835 € par an est bien inscrit au CEP.

Les charges de personnel représentent environ 46 % du CA ce qui est cohérent.

Le résultat net projeté par le candidat est bien positif sur tous les exercices et représente 6,9% du CA.

Interrogé lors des négociations sur l'absence de prise en compte du CA actuel du restaurant dans sa proposition, le candidat confirme bien ne pas prendre en compte le CA de la partie privative de son restaurant dans son CEP. Il apporte les éléments de calcul explicatif permettant de comprendre comment il obtient le chiffre d'affaire de sa première année permettant ainsi de confirmer ce point.

Le candidat indique exploiter en mars mais ne mentionne pas de CA concernant les matelas parasols pour ce mois. Cependant il s'engage à mettre à disposition du public des matelas parasols en cas de fermeture des postes de secours ce qui est le cas pour cette période. S'agissant du mois de mars, l'absence de mention de chiffres d'affaires prévisionnel concernant les matelas parasol s'explique donc par le nombre de jours d'exploitation très faible (4) et le climat à cette période peu propice aux bains de soleil.

**Synthèse : la proposition faite par le candidat correspond globalement aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**Montant de la redevance variable proposé :**

La proposition du candidat pour la part variable correspond au minimum, soit 1%.

**Synthèse : La proposition est acceptable**

**La politique tarifaire :**

Les tarifs de restauration légère correspondent aux tarifs pratiqués dans les établissements similaires du territoire. Avec une offre spécifique pour la terrasse et la possibilité de commander également sur la carte du restaurant. Les prix des plats varient entre 15 et 27 €. Les boissons sans alcool sont en moyenne à 3.5 € et les prix des boissons alcoolisées commencent à 2 € (la bière).

Les tarifs de la location matelas parasols correspondent aux tarifs pratiqués sur les lots de matelas/parasols de la Métropole.

**Synthèse : Les propositions faites par le candidat correspondent aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.**

**La traçabilité financière de la gestion du lot de plage :**

Le matériel dont dispose le candidat permet de saisir les opérations relatives à l'exploitation du lot et permet d'isoler les revenus du lot de celle du restaurant privé.

Le candidat confirme qu'il sera bien en capacité de fournir un CA<sup>c</sup> séparé de la partie restauration légère et location matelas / parasols de la partie restauration privée grâce à une caisse enregistreuse de la norme NF

permettant de différencier les deux entités.

Il précise également qu'il prévoit bien des paiements en carte bleue, espèce et chèque.

**Synthèse : la proposition faite par le candidat correspond tout à fait aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.**

**Conclusion critère n°3 : la Valeur Financière :**

**La proposition du candidat pour la valeur financière répond globalement aux attentes de la Métropole que ce soit pour la cohérence de son CEP, le taux de sa redevance variable, la politique tarifaire et la traçabilité financière de son activité.**

## **4. Economie générale du contrat**

L'économie générale de la délégation au terme des négociations, s'apprécie à travers les éléments suivants, qui en constituent les caractéristiques essentielles.

### **4.1 – Caractéristiques du contrat**

#### **4.1.1 - Objet du contrat / missions principales**

La consultation a pour objet la concession de délégation de service public pour l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne.

La concession de plage naturelle du Pradon est située à 1 200 mètres du centre-ville et à 500 mètres du port des Sablettes et de la plage Penon. Cette plage est quasiment au cœur de la zone agglomérée de la commune. C'est une plage de sable fin, en arc de cercle et orientée Est.

L'attribution de ces sous-traités d'exploitation entre dans le cadre de la politique touristique et balnéaire de la Métropole TPM, et vise à offrir aux usagers de la plage du Pradon sur la commune de Carqueiranne les prestations qu'ils sont en droit d'attendre en bord de mer. En effet, de par la nature de la mission à accomplir, la Métropole TPM souhaite déléguer l'exploitation de l'activité de service public de bains de mer afin de répondre au mieux à la qualification professionnelle exigée, sur les lots de plage.

#### **4.1.2 – Période d'ouverture et horaires**

La période d'exploitation est comprise entre le 1<sup>er</sup> mars (ou la date de notification du sous-traité au sous-traitant si elle est postérieure, la première année) et le 31 octobre (montage et démontage compris). Cette période d'exploitation a été fixée par délibération du conseil métropolitain n°21/05/198 en date du 27 mai 2021.

Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées durant cette période d'exploitation.

Dans le cas où l'autorité concessionnaire modifierait la durée de la période d'exploitation des bains de mer, le sous-traitant devra s'y conformer.

En tout état de cause, le sous-traitant devra impérativement exploiter du 15 juin au 15 septembre.

Pendant la période minimale d'exploitation, les horaires quotidiens s'étendront :

- Pour l'activité de location de matelas/parasols : L'activité devra démarrer au plus tard à 10h00 le matin et se terminer au plus tôt à 18 h, tous les jours de la semaine, sauf dans le cas de conditions météorologiques ne permettant pas cette exploitation.
- Pour les activités de boissons et restauration : l'exploitation sera autorisée jusqu'à 1 heure du matin au plus tard.

#### **4.1.3 - Démontage**

Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées durant cette période d'exploitation.

#### **4.1.4 – Obligations en matière de salubrité et de sécurité**

Le sous-traitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la salubrité, la sécurité et l'accessibilité du public au droit et à l'intérieur de son lot de la plage conformément aux dispositions de l'article 7 du cahier des charges de la concession de plage.

Le maire assurera, durant la saison balnéaire, les missions touchant à la sécurité (mise en place d'un balisage, surveillance des plages).

Le concessionnaire assurera les missions touchant à la salubrité, au nettoyage et à l'entretien de la plage.

Conformément à l'article 7 du cahier des charges de la concession, la commune assurera les missions touchant à la salubrité, au nettoyage et à l'installation de sanitaires destinés au public que ce soit en direct ou par le biais d'une gestion déléguée.

### **4.2 Durée du contrat**

La durée du sous-traité et de la concession de service est fixée à 6 années ou, plus précisément, à 6 périodes d'exploitation et prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire.

Les activités se dérouleront pendant la seule période d'exploitation fixée par le Conseil Métropolitain par délibération n° 21/05/198 du 27 mai 2021, à savoir du 01 mars au 31 octobre de chaque année (montage et démontage compris).

Le titulaire devra impérativement exploiter son lot à minima du 15 juin (ou, pour la première année d'exploitation, de la date de notification du sous-traité si elle est postérieure) au 15 septembre.

### **4.3 Périmètre de la délégation**

La superficie totale de la concession de la plage est de 2340 m<sup>2</sup> et le linéaire de plage est de 134 m et se décompose comme suit :

- Le sable émergé pour une superficie de 2260 m<sup>2</sup> et sur un linéaire de 134 m,
- Des aménagements divers pour une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

La plage du Pradon présente deux lots de plage :

- Le lot n°1 d'une superficie totale de 167 m<sup>2</sup> scindé en deux parties distinctes dont les objets sont « restauration légère pieds dans le sable » pour une superficie de 67 m<sup>2</sup> et « location de matelas parasols » pour une superficie de 100 m<sup>2</sup>.

### **4.4 Clauses financières**

#### **a) Rémunération du sous-traitant**

La rémunération du titulaire comprendra : la totalité des recettes sur les usagers, issues de toutes activités confondues (location matelas/parasol et restauration légère).

Le titulaire exploitera à ses risques et périls.

#### **b) Tarifs**

Les tarifs applicables à la location de matelas parasols seront proposés par le titulaire et soumis à l'approbation du Conseil métropolitain.

- Tarifs pour l'exploitation des matelas/parasols :

ACTIVITES	Matelas simple		1 Matelas + 1 Parasol		2 Matelas + 1 Parasol	
	€HT	€TTC	€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC
DEMI-JOURNEE			6.67	8		
JOURNEE			11.67	14		

Les matelas/parasols sont mis à disposition des usagers à la demi-journée ou à la journée.

**c) Redevances**

Le délégataire versera à l'autorité organisatrice de la mobilité une redevance fixe et une redevance variable.

Le sous-traitant versera une redevance composée en deux parts :

- Une part fixe forfaitaire de 4 175 euros versée chaque année,
- Une part variable de 1% du chiffre d'affaires annuel global réalisé pendant la période.

#### 4.5 Mesures de contrôle du sous-traitant par la Collectivité

Le Délégué sera tenu de remettre avant la fin de chaque mois un tableau de bord retraçant l'activité du mois précédent, le cumul depuis le début de l'année et le rappel des données relatives aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

A la fin de chaque période d'exploitation, le registre d'observations destiné au public devra être transmis au concessionnaire, lequel le transmettra au service en charge de la gestion du DPM du Var accompagné de sa propre analyse.

Avant le 30 avril de l'année N+1, le sous-traitant adressera au concessionnaire un rapport comportant notamment les comptes financiers, tant en investissement qu'en fonctionnement, afférents au sous-traité ainsi qu'une analyse du fonctionnement de ce sous-traité, en particulier au regard de l'accueil du public et de la préservation du domaine.

#### 4.6 Pénalités et autres mesures coercitives

##### 4.6.1. Pénalités

L'Autorité Organisatrice pourra infliger aux sous-traitants des pénalités sanctionnant les manquements à ses obligations notamment dans les cas suivants :

Manquements aux obligations contractuelles	Pénalités appliquées suite à l'issue de la procédure de contrôle
<b>Exploitation du service</b>	
Si le lot de plage n'est pas débarrassé de tout matériel de plage en dehors des heures d'ouverture autorisées (sauf lieu de stockage autorisé)	50 € par constat
Si le lot de plage n'est pas nettoyé quotidiennement	50 € par constat
En cas de non-respect des limites du lot de plage :	100 € par constat
Si le lot de plage n'est pas débarrassé de tout	30 € par jour calendaire à compter de l'application de la



matériel en dehors de la période d'exploitation	pénalité et jusqu'à régularisation de l'infraction
En cas de non-respect de l'amplitude d'ouverture journalière	50 € par constat
En cas de non-respect des obligations d'affichage	30 € par constat
En cas d'activité non autorisée sur le lot de plage	100 € par constat
En cas de publicité commerciale sur le lot	50 € par constat
Si équipement ou matériel de sécurité manquant, dangereux / défectueux et/ou périmé	30 € par constat
En cas de manquement aux obligations de respect des principes de laïcité et de neutralité du service public	30 € par constat
<b>Production des comptes et autres documents</b>	
En cas de non transmission des documents contractuels prévus par le sous-traité (attestation d'assurance, rapport annuel, comptes annuels, etc.)	30 € par jour calendaire à compter de la notification du courrier de mise en demeure jusqu'à régularisation
En cas de non transmission du diplôme du BNSSA alors que le contrat de DSP l'exige	Non ouverture du lot

#### **4.6.2. Mesures coercitives**

Si une personne titulaire du BNSSA n'est pas présente sur le lot durant les heures d'ouverture alors que le contrat de DSP l'exige, ce manquement entraînera la fermeture du lot immédiate sans mise en demeure jusqu'à régularisation

L'absence de transmission du diplôme du BNSSA alors que le contrat de DSP l'exige entraînera la non-ouverture du lot.

En cas de dépassement des limites autorisées (linéaires et surface du lot) et à la suite d'une mise en demeure adressée par le concessionnaire ou le Préfet chargé de la conservation du domaine public maritime et restée sans effet, il sera pourvu d'office au rétablissement des limites et éventuellement à l'enlèvement des installations non autorisées, aux frais et risques du sous-traitant, celui-ci entendu.

Il est rappelé au sous-traitant que le non-respect des obligations contractuelles peut entraîner la résiliation du sous-traité conformément aux articles 15 et 16 du sous-traité.

## **5. Conclusion**

En conclusion, pour toutes les raisons ci-dessus exposées, il est proposé au conseil Métropolitain :

- 1. D'APPROUVER le choix opéré en faveur de la société SDF FROSINI-LAURENT, et les motifs associés à ce choix tels que ci-avant évoqués en vue de l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon a Carqueiranne – Lot n°1.**
- 2. D'APPROUVER les termes du projet de contrat de sous-traité d'exploitation et ses annexes,**
- 3. D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ce contrat le sous-traité d'exploitation avec le concessionnaire désigné ci-dessus, ainsi que les actes en découlant**

*Fait à Toulon, le 02/03/2022*

Robert CAVANNA

Vice-Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



**METROPOLE TOULON**  
**PROVENCE MEDITERRANEE**

---

**21DSP07 - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER  
DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A  
CARQUEIRANNE**

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE  
CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE  
PUBLIC DU 25 JANVIER 2022**

**EXAMEN**

**DES CANDIDATURES**

***Liste des candidats admis à présenter une offre***

## A. OBJET DE LA CONSULTATION

### **21DSP07 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A CARQUEIRANNE**

Date de la commission : 25 janvier 2022

Lieu de la commission : Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

## B. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

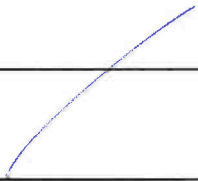
Les membres de la commission de concession et de délégation de service public ont été élus par délibération n°20/07/26 du conseil métropolitain du 21 juillet 2020.

Le 25 janvier 2022, la commission de concession et de délégation de service public, mentionnée à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, s'est réunie, dûment convoquée.

Membres à voix délibérative :

<b>MEMBRES À VOIX DÉLIBÉRATIVE</b>		
<i>Prénom - Nom</i>	<i>Qualité</i>	<i>Présence</i>
Robert CAVANNA	Président de la Commission des concessions et des délégations de service public	<i>Présent</i>
Véronique BERNARDINI	Membre titulaire	<i>Abs</i>
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	Membre titulaire	<i>Abs</i>
Luc DE SAINT-SERNIN	Membre titulaire	<i>Abs</i>
Valérie MONDONE	Membre titulaire	<i>Abs</i>
Albert TANGUY	Membre titulaire	<i>Abs</i>
Valérie BATTESTI	Membre suppléant	<i>Présente</i>
Guillaume CAPOBIANCO	Membre suppléant	<i>Abs</i>
Erick MASCARO	Membre suppléant	<i>Présent</i>
Audrey PASQUALI-CERNY	Membre suppléant	<i>Abs</i>
Corinne JOUVE	Membre suppléant	<i>Présente</i>

Ont été également convoqués, **avec voix consultative** :

MEMBRES A VOIX CONSULTATIVES			
Nom, prénoms	Qualité	Signature	Absent mais convoqué le
Madame Dominique PRATS	M/Mme le représentant du ministre chargé de la concurrence		Ab
Monsieur Régis DUBOIS	M le Trésorier Principal		Ab

Le quorum, apprécié à l'ouverture de la séance de la commission permanente de délégation de service public est atteint :

☒ Oui ☐ Non.

La commission peut, ne peut pas, (*raier la mention inutile*) valablement délibérer.

- Secrétariat de la commission

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION		
Prénom - Nom	Qualité	Présence ou Date convocation
Chantal SAICHI	Directeur de la Commande Publique	Présente
Aurélie TESTONI	Sous-Directeur des Contrats de concessions	Présente
Alessandra LO GAGLIO	Chef de service Préparation et passation des concessions	Ab

### C. RAPPEL DE LA PROCEDURE

#### Contexte

La présente consultation est engagée sur le fondement des articles les articles L.1411-1 et suivants, et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, et définie selon les articles L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Elle a pour objet le choix par la Métropole Toulon Provence Méditerranée des titulaires des contrats de délégation de service public pour l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon a Carqueiranne.

La superficie totale de la concession de la plage est de 2340 m<sup>2</sup> et le linéaire de plage est de 134 m et se décompose comme suit :

- Le sable émergé pour une superficie de 2260 m<sup>2</sup> et sur un linéaire de 134 m,
- Des aménagements divers pour une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

### **Allotissement**

La plage du Pradon présente deux lots de plage :

- Le lot n°1 d'une superficie totale de 167 m<sup>2</sup> scindé en deux parties distinctes dont les objets sont « restauration légère pieds dans le sable » pour une superficie de 67 m<sup>2</sup> et « location de matelas parasols » pour une superficie de 100 m<sup>2</sup> ;
- Et le lot n°2 d'une superficie totale de 134 m<sup>2</sup> scindé en deux parties distinctes dont les objets sont « restauration légère pieds dans le sable » pour une superficie de 54 m<sup>2</sup> et « location de matelas parasols » pour une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

### **Estimation de la valeur de la concession sur la durée de la concession :**

Le montant global des contrats pour la durée totale d'exécution de la concession (6 périodes d'exploitation) est estimé, pour chaque lot, aux montants suivants :

- Estimation du lot 1 de la valeur du sous-traité et de la concession de service sur la durée totale des contrats : 245 000 € H.T.
- Estimation du lot 2 de la valeur du sous-traité et de la concession de service sur la durée totale des contrats : 200 000 € H.T.

La méthode de calcul a été effectuée à partir du Chiffre d'Affaires H.T. annuel moyen des dernières années d'exploitation d'activités similaires sur des plages concédées de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la durée du contrat (6 ans) et tient notamment compte des recettes estimées sur les usagers du service.

### **Durée :**

La durée du sous-traité et de la concession de service est fixée à 6 années ou, plus précisément, à 6 périodes d'exploitation et prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire.

Les activités se dérouleront pendant la seule période d'exploitation fixée par le Conseil Métropolitain par délibération n° 21/05/198 du 27 mai 2021, à savoir du 01 mars au 31 octobre de chaque année (montage et démontage compris).

Le titulaire devra impérativement exploiter son lot à minima du 15 juin (ou, pour la première année d'exploitation, de la date de notification du sous-traité si elle est postérieure) au 15 septembre.

### **Etendue de la consultation**

#### **Objet de la concession :**

Lot de plage n°1 :

Ce lot est destiné à recevoir l'exercice d'activités de plagiste entendues au sens de **location de matelas/parasols et de restauration légère**.

Le titulaire est autorisé à occuper une surface maximale de 167 m<sup>2</sup> dont :

- Une surface minimum de 100 m<sup>2</sup> affectée à la location de matelas/parasols,
- La possibilité d'une surface de 67 m<sup>2</sup> affectée à la restauration légère ou traditionnelle pouvant comporter :
  - Éventuellement un mobilier bas de buvette (type comptoir, snacking froid) sur platelage bois
  - Une terrasse dans le prolongement du comptoir sur platelage en bois avec des tables et chaises

Lot de plage n°2 :

Ce lot est destiné à recevoir l'exercice d'activités de plagiste entendues au sens de **location de matelas/parasols et de restauration légère**.

Le titulaire est autorisé à occuper une surface maximale de 134 m<sup>2</sup> dont :

- **Une surface minimum de 80 m<sup>2</sup> affectée à la location de matelas/parasols,**
- **Une surface de 54 m<sup>2</sup> affectée à la restauration légère ou traditionnelle comprenant :**
  - o *Éventuellement un mobilier bas de buvette (type comptoir, snacking froid) sur platelage bois*
  - o *Une terrasse dans le prolongement du comptoir sur platelage en bois avec des tables et chaises*

Pour l'ensemble des lots :

Le titulaire sera chargé de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation de son lot de plage. Il devra veiller à la salubrité aux abords de son lot et assurer la sécurité des usagers dans les conditions prévues par le sous-traité, sous le contrôle de la Métropole et sans préjudice des pouvoirs qui appartiennent aux pouvoirs de police du Maire.

Il devra respecter les obligations édictées dans la concession signée avec l'État qui fera partie intégrante du dossier de consultation et du contrat.

#### Publicité

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 04/11/2021 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 06/11/2021
- JOUE, paru le 09/11/2021
- LE MONITEUR, paru le 19/11/2021
- AWS, paru le 07/11/2021
- Journal Var Matin, le 08/11/2021

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 17/12/2021 à 16h00.

#### Ouverture des candidatures :

L'ouverture des plis de candidature s'est déroulée le : 20 décembre 2021

Il a été constaté que 2 plis ont été reçus dans les délais.

Plis rejetés sans avoir été ouverts : 0

N° d'ordre au registre des dépôts	Lot soumissionné	Nom du candidat
1	Lot n°1	SDF FROSINI-LAURENT
2	Lot n°2	Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE

#### D. CONTENU DES CANDIDATURES

Le président invite la Commission de délégation de service public à procéder à l'examen des dossiers candidatures.

Le dossier à remettre par le candidat comprend les pièces suivantes au niveau de la candidature :

#### Pièces à fournir à l'appui de la candidature :

Conformément à l'article 7.1 du règlement de la consultation, les candidats devaient produire à l'appui de leur candidature :

- Une **lettre de candidature** faisant apparaître une note détaillée du candidat présentant :
  1. Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, addresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.
  2. Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et adresse postale du siège social (si différente), adresse électronique, numéro de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires.

Ce courrier devra indiquer les motivations du candidat à l'égard du projet et devra permettre d'apprécier, au regard des moyens déployés, l'aptitude du candidat à assurer :

- o La continuité du service public ;
- o L'égalité des usagers devant le service public et le respect des principes de laïcité et de neutralité du service public ;
- o L'accueil du public pendant la période d'exploitation ;
- o La préservation du domaine ;

En cas de groupement, la lettre de candidature doit être dûment remplie et signée de chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces ci-dessus devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

- Une attestation sur l'honneur, selon laquelle il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la **participation** à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L. 3123-1 à L.3123-14 du Code de la Commande Publique
- Une **attestation sur l'honneur**, selon laquelle les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L. 3123-19 et L.3123-21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.
- Une **attestation sur l'honneur** du respect des dispositions du code du travail en matière d'emploi des **travailleurs handicapés** prévue aux articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-3, L.5212-4 du Code du Travail.
- Une attestation sur l'honneur de non condamnation depuis 5 ans à une **contravention de grande voirie** définie à l'article L 2132-2 du Général de la Propriété des Personnes Publiques pour les atteintes concernées
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements** prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes.
- Le cas échéant et pour les personnes morales, les documents relatifs au **pouvoir** des personnes habilitées à engager la société.
- Les **certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux et fiscaux** attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique, **rempli** par l'administration fiscale.
- **Le cas échéant**, Justificatif de moins de 3 mois de l'inscription du candidat au RCS (**extrait Kbis** ou équivalent) ou autre registre professionnel ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'1 an.
- **Garanties professionnelles du candidat :**
  - o Les **moyens matériels**, les **moyens humains** (tableau des effectifs moyens de la société sur la dernière année avec mise en évidence de l'importance de l'encadrement) ainsi que les **références professionnelles** du candidat (ou du représentant légal de la personne morale candidate) : expériences du candidat dans la gestion de services comparables à celles du service ou démonstration par d'autres références ou moyens du candidat à recevoir la concession (*Curriculum vitae ou tout autre moyen, liste de références, )*



– **Garanties financières :**

- Pour les entreprises : **Bilan et comptes de résultat** de l'entreprise sur les trois derniers exercices accompagnés de **tout document permettant d'apprécier les garanties financières** du candidat : capitaux propres, principaux actionnaires, endettement, fond de roulement, capacité d'autofinancement, prêts envisagés, etc.
- Pour les particuliers : **Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagnées de tout document permettant d'apprécier les garanties financières** du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés.

*Les pièces ci-dessus seront remises pour le sous-traitant ou chaque membre du groupement présenté.*

*Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés*

*En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.*

**Complétude des dossiers de candidature :**

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que les candidats **SDF FROSINI-LAURENT** (pli n°1) et **Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE** (pli n°2) ont remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé aux deux candidats, par courrier adressé en date du 07/01/2022 via la plateforme AWS, de compléter leur dossier de candidature avant le 17/01/2022 à 12H00.

Les demandes de compléments adressés aux candidats portent sur les points suivants :

- **Concernant le candidat 1, SDF FROSINI-LAURENT :** Les renseignements apportée dans le dossier de candidature permettent d'identifier les dirigeants de la société mais ne permettent pas d'établir les conditions relatives à l'exercice du pouvoir à engager la société pour les personnes désignées dans le dossier de candidature Il est donc demandé au candidat d'adresser les statuts de sa société, un K bis ou, à défaut, de présenter les modalités d'organisation de sa société, notamment celles relatives au pouvoir d'engager la société
- **Concernant le candidat 2, Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE :** Fournir les certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux attestant que le candidat est à jour de ses obligations sociales en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique.

**Les candidats ont remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :**

**Pour le lot n°1, Candidat 1, Brise Marine :**

- Courrier décrivant le fonctionnement d'une Société De Fait ;
- Délégation de pouvoir à Monsieur Éric LAURENT.

Suite à la transmission des compléments de candidature, le candidat ayant fourni les pièces demandées :

- ☒ La candidature est complète  
☐ La candidature est incomplète



**Pour le lot n°2, candidat 2, Madame Marion PAOLI, Etablissement BRISE MARINE PLAGE:**

- Attestation URSSAF du 15/12/2021

Suite à la transmission des compléments de candidature, le candidat ayant fourni les pièces demandées :

- ☒ La candidature est complète  
☐ La candidature est incomplète

#### **E. EXAMEN DES CANDIDATURES**

En application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'article L.3123-18 du Code de la Commande Publique, les candidatures, rédigées en langue française, sont examinées sur la base :

- Des garanties professionnelles et financières fournies par le candidat,
- De la justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,
- De l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public,
- De l'aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public,
- De l'aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public.

#### **F. DECISION DES MEMBRES DE LA COMMISSION**

Après l'examen des plis de candidature et du rapport d'analyse des candidatures joint, la commission apprécie les candidatures suivantes.

N° lot	N° pli	Nom des Candidats	Elément du dossier de candidature	Synthèse des appréciations
1	1	SDF FROSINI-LAURENT	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
			Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
			Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
			Aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public,	Suffisant
			Aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public.	Suffisant

N° lot	N° pli	Nom des Candidats	Elément du dossier de candidature	Synthèse des appréciations
2	2	Marion PAOLI – Etablissement BRISE MARINE PLAGE	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
			Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
			Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
			Aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public,	Suffisant
			Aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public.	Suffisant

Se prononce sur la recevabilité des candidatures des opérateurs économiques et établit la liste des candidats admis à proposer une offre.

N° pli	Nom des Candidats	Admis / non admis à présenter une offre
1	SDF FROSINI-LAURENT	Admis
2	Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE	Admis

Résultats des votes concernant les décisions susmentionnées :  
(indiquer le nombre de votes de la part des membres ayant voix délibérative)

- Pour : 4
- Contre : 0
- Abstentions : 0

**G. Désignation des membres de la commission ayant demandé inscription de leur avis au procès-verbal de la séance de la commission**

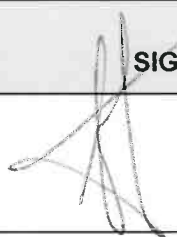
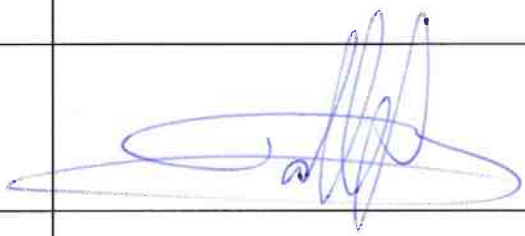
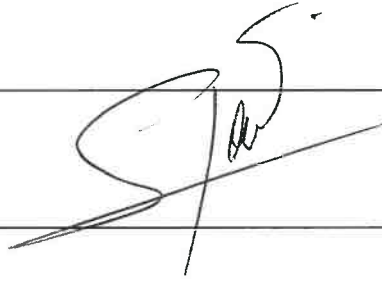

Les avis peuvent être libellés ci-dessous ou constituer des annexes sur papier libre jointes au présent procès-verbal.

[illegible]


### **H. Rubrique libre**

This image shows a full page of blank primary-ruled paper. It features a series of horizontal dashed lines spaced evenly down the page. Vertical solid lines are positioned on the left and right sides to create margins. The paper is otherwise completely empty, with no handwriting or printed text.

**Signature des membres de la Commission de DSP à voix délibérative**

MEMBRES	SIGNATURE
Robert CAVANNA	
Véronique BERNARDINI	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	
Luc DE SAINT-SERNIN	
Valérie MONDONE	
Albert TANGUY	
Valérie BATTESTI	
Guillaume CAPOBIANCO	
Erick MASCARO	
Audrey PASQUALI-CERNY	
Corinne JOUVE	

**Signature des membres de la Commission de DSP à voix consultative**

MEMBRES	SIGNATURE
Dominique PRATS	
Régis DUBOIS	

**METROPOLE TOULON**  
**PROVENCE MEDITERRANEE**

---

***21DSP07 - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER  
DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A  
CARQUEIRANNE***

***LOT N°1***

***RAPPORT D'ANALYSE DES CANDIDATURES***

**OBJET DE LA CONSULTATION : 21DSP07 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'ACTIVITE DE BAINS DE MER DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A CARQUEIRANNE - LOT DE PLAGE N°1**

**Publicité :**

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 04/11/2021 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 06/11/2021
- JOUE, paru le 09/11/2021
- LE MONITEUR, paru le 19/11/2021
- AWS, paru le 07/11/2021
- Journal Var Matin, le 08/11/2021

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 17/12/2021 à 16h00.

**Rappel de la procédure**

Nombre de dossiers retirés : 4 retraits pour le lot n°1.

21 dossiers ont également été retirés de manière anonyme l'ensemble de cette procédure.

Nombre de dossiers déposés : 2 plis pour l'ensemble de la procédure, dont 1 pour le lot n°1

Le 20 décembre 2021, il a été procédé à l'ouverture des plis des candidatures suivantes :

Les opérateurs économiques suivants ont remis une candidature dans les délais :

- Candidat 1 : Pour le lot n°1, SDF FROSINI-LAURENT ; dont le siège social est situé à l'adresse suivante : Le Bamboo, le Pradon 83320 Carqueiranne. Représentée par Messieurs Éric LAURENT et Stéphane LAURENT.
- Candidat 2 : Pour le lot n°2, Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE, domiciliée Chemin Brise Marine – 83320 Carqueiranne

**Critère de sélection des candidatures**

En application de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'article L.3123-18 du Code de la Commande Publique et de l'article R.2124-31 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les candidatures, rédigées en langue française, seront examinées sur la base :

- Des garanties professionnelles et financières fournies par le candidat,
- De la justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,
- De l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public,
- De l'aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public,
- De l'aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public.

**Pièces à remettre par les candidats dans le cadre du dossier de candidature**

Pour rappel, les candidats étaient appelés, au regard du règlement de la consultation à fournir les informations suivantes :

- Une **lettre de candidature** faisant apparaître une note détaillée du candidat présentant :
  1. *Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.*
  2. Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et adresse postale du siège social (si différente), adresse électronique, numéro de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires.

Ce courrier devra indiquer les motivations du candidat à l'égard du projet et devra permettre d'apprécier, au regard des moyens déployés, l'aptitude du candidat à assurer :

- La continuité du service public,
- L'égalité des usagers devant le service public et le respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
- L'accueil du public pendant la période d'exploitation
- La préservation du domaine

En cas de groupement, la lettre de candidature doit être dûment remplie et signée de chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces ci-dessus devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

- Une attestation sur l'honneur, selon laquelle il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L. 3123-1 à L.3123-14 du Code de la Commande Publique
- Une **attestation sur l'honneur**, selon laquelle les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L. 3123-19 et L.3123-21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.
- Une **attestation sur l'honneur** du respect des dispositions du code du travail en matière d'emploi des **travailleurs handicapés** prévue aux articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-3, L.5212-4 du Code du Travail.
- Une attestation sur l'honneur de non condamnation depuis 5 ans à une **contravention de grande voirie** définie à l'article L 2132-2 du Général de la Propriété des Personnes Publiques pour les atteintes concernées
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes.
- Le cas échéant et pour les personnes morales, les documents relatifs au **pouvoir** des personnes habilitées à engager la société.
- Les certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux et fiscaux attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique, rempli par l'administration fiscale.
- Le cas échéant, Justificatif de moins de 3 mois de l'inscription du candidat au RCS (extrait Kbis ou équivalent) ou autre registre professionnel ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'1 an.

**Garanties professionnelles du candidat :**



- Les **moyens matériels**, les **moyens humains** (tableau des effectifs moyens de la société sur la dernière année avec mise en évidence de l'importance de l'encadrement) ainsi que les **références professionnelles** du candidat (ou du représentant légal de la personne morale candidate) : expériences du candidat dans la gestion de services comparables à celles du service ou démonstration par d'autres références ou moyens du candidat à recevoir la concession (*Curriculum vitae ou tout autre moyen, liste de références, )*

#### **Garanties financières :**

Pour les entreprises : **Bilan et comptes de résultat** de l'entreprise sur les trois derniers exercices accompagnés de **tout document permettant d'apprécier les garanties financières** du candidat : capitaux propres, principaux actionnaires, endettement, fond de roulement, capacité d'autofinancement, prêts envisagés, etc.

Pour les particuliers : **Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagné de tout document permettant d'apprécier les garanties financières** du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés.

#### **Complétude du pli et demande de complément – Lot n°1**

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que :

- Le candidat 1, SDF FROSINI-LAURENT, a remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé via la plateforme AWS au candidat 1, SDF FROSINI-LAURENT de compléter son dossier de candidature avant le 17/01/2022 à 12H00.

Les demandes adressées aux candidats portent sur les points suivants :

- Les renseignements apportés dans le dossier de candidature permettent d'identifier les dirigeants de la société mais ne permettent pas d'établir les conditions relatives à l'exercice du pouvoir à engager la société pour les personnes désignées dans le dossier de candidature Il est donc demandé au candidat d'adresser les statuts de sa société, un K bis ou, à défaut, de présenter les modalités d'organisation de sa société, notamment celles relatives au pouvoir d'engager la société

**Les candidats ont remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir, pour le lot n°1 :**

Candidat 1, SDF FROSINI-LAURENT :

- Courrier décrivant le fonctionnement d'une Société De Fait ;
- Délégation de pouvoir à Monsieur Éric LAURENT.

A l'issue de la transmission des compléments de candidature :

- ☒ La candidature est complète  
☐ La candidature est incomplète

**Le tableau ci-dessous synthétise les pièces demandées, ainsi que leur complétude**

**Candidat : SDF FROSINI-LAURENT – Lot n°1**

Eléments demandés au Règlement de la Consultation	Remis	Observations / Compléments
<p>Une <b><u>lettre de candidature</u></b> faisant apparaître une note détaillée du candidat présentant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.</li> <li>2. Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et adresse postale du siège social (si différente), adresse électronique, numéro de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires.</li> </ol> <p>Ce courrier devra indiquer les motivations du candidat à l'égard du projet et devra permettre d'apprécier, <u>au regard des moyens déployés</u>, l'aptitude du candidat à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La continuité du service public ;</li> <li>○ L'égalité des usagers devant le service public et le respect des principes de laïcité et de neutralité du service public ;</li> <li>○ L'accueil du public pendant la période d'exploitation ;</li> <li>○ La préservation du domaine ;</li> </ul> <p>En cas de groupement, la lettre de candidature doit être dûment remplie et signée de chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.</p> <p>En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces ci-dessus devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.</p>	X	
<p>Une attestation sur l'honneur, selon laquelle il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la <b><u>participation</u></b> à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L. 3123-1 à L.3123-14 du Code de la Commande Publique</p>	X	
<p>Une <b>attestation sur l'honneur</b>, selon laquelle les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L. 3123-19 et L.3123-21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.</p>	X	
<p>Une <b>attestation sur l'honneur</b> du respect des dispositions du code du travail en matière d'emploi des <b><u>travailleurs handicapés</u></b> prévue aux articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-3, L.5212-4 du Code du Travail.</p>	X	

Une attestation sur l'honneur de non condamnation depuis 5 ans à une <b><u>contravention de grande voirie</u></b> définie à l'article L 2132-2 du Général de la Propriété des Personnes Publiques pour les atteintes concernées	X	
Si le candidat est en redressement judiciaire, la <u>copie du ou des jugements</u> prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes.	-	
Le cas échéant et pour les personnes morales, les documents relatifs au <b><u>pouvoir</u></b> des personnes habilitées à engager la société.	<b>Éric Laurent et Stéphane Laurent sont identifiés comme personnes ayant pouvoir pour engager la société, mais les modalités permettant d'engager (signature individuelle ou nécessité de la signature des deux membres...) ne sont pas précisées</b>	Présentation du fonctionnement de la société et pouvoir à M. Éric Laurent transmis en complément
Les <b><u>certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux et fiscaux</u></b> attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique, <b>rempli</b> par l'administration fiscale.	X	Fiscale : 07/12/2021  Sociale : 02/12/2021
Le cas échéant, Justificatif de moins de 3 mois de l'inscription du candidat au RCS ( <b><u>extrait Kbis</u></b> ou équivalent) ou autre registre professionnel ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'1 an.	<b>Répertoire SIREN au 08/12/2021</b>	
Présentation des moyens matériels du candidat	X	
Présentation des moyens humains (tableau des effectifs moyens de la société sur la dernière année avec mise en évidence de l'importance de l'encadrement)	X	
Présentation des références professionnelles du candidat (ou du représentant légal de la personne morale candidate) : expériences du candidat dans la gestion de services comparables à celles du service ou démonstration par d'autres références ou moyens du candidat à recevoir la concession (Curriculum vitae ou tout autre moyen, liste de références)	X	<b>La présentation des références professionnelles des principaux intervenant dans le secteur d'activité est fournie</b>

<ul style="list-style-type: none"> <li>– Pour les entreprises : Bilan et comptes de résultat de l'entreprise sur les trois derniers exercices accompagnés de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, principaux actionnaires, endettement, fond de roulement, capacité d'autofinancement, prêts envisagés, etc.</li> <li>– Pour les particuliers : Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagnées de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés.</li> </ul>	X	
<p><b><u>Observations :</u></b></p>		

Contenu des plis au regard des critères de sélection des candidatures préalablement cités

**Candidat 1** : SDF FROSINI-LAURENT

**Garanties professionnelles et financières**

**Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Le candidat produit l'extrait du répertoire SIREN suivant :

**SITUATION AU REPERTOIRE SIRENE**

A la date du 08/12/2021

Description de l'entreprise	Entreprise active depuis le 09/04/2011
Identifiant SIREN	531 809 820
Identifiant SIRET du siège	531 809 820 00016
Dénomination	SDF FROSINI-LAURENT
Catégorie juridique	2210 - Société créée de fait entre personnes physiques
Activité Principale Exercée (APE)	56.10A - Restauration traditionnelle
Appartenance au champ de l'ESS <sup>1</sup>	

Description de l'établissement	Etablissement actif depuis le 09/04/2011
Identifiant SIRET	531 809 820 00016
Adresse	LE BAMBOO LE PRADON 83320 CARQUEIRANNE
Activité Principale Exercée (APE)	56.10A - Restauration traditionnelle

1 : Economie Sociale et Solidaire

**Important** : A l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités françaises et de produits, paru au JO du 30 décembre 2007).

**Avertissement** : Aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation.

Le candidat atteste également dans son dossier de candidature qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner, et produit les attestations fiscales et sociales exigées.

**Une attestation sur l'honneur, selon laquelle il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L. 3123-1 à L.3123-14 du Code de la Commande Publique**

**Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)**

☒ J'atteste sur ne faire l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du Code de la Commande Publique

Une attestation sur l'honneur, selon laquelle les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L. 3123-19 et L.3123-21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.

Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ J'atteste sur l'honneur que les renseignements et documents relatifs à mes capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L. 3123-19 et L.3123-21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.

Une attestation sur l'honneur de non condamnation depuis 5 ans à une contravention de grande voirie. (définie à l'article L 2132-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) pour les atteintes concernées

Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ J'atteste sur l'honneur la non condamnation depuis 5 ans à une contravention de grande voirie

### Capacité économique et financière

Le candidat produit l'intégralité de ses comptes pour les exercices 2018 à 2020.

Cf dans dossier de candidature documents intitulés:

- « Plaquette SDF FROSINI LAURENT AU 31 12 2018 » ;
- « Plaquette SDF FROSINI LAURENT AU 31 12 2019 » ;
- « Plaquette SDF FROSINI LAURENT AU 31 12 2020 ».

### Capacités techniques et professionnelles

Le candidat produit les informations suivantes relatives à ses moyens humains :

- Les moyens humains du candidat (Tableau des effectifs moyens de la société sur la dernière année avec mise en évidence de l'importance de l'encadrement) :

	<u>Année 2020 / 2021</u>
Encadrement	<u>2</u>
Responsable de salle	<u>1</u>
Serveurs	<u>4</u>
Chef cuisinier	<u>1</u>
2 <sup>nd</sup> de cuisine	<u>1</u>
Commis cuisine	<u>1</u>
Plongeur	<u>1</u>

L'identité des principaux intervenants est également précisée

Le candidat présente également ses moyens matériels :

- les moyens matériels du candidat

1 piano 4 feux  
2 saladette  
1 micro ondes professionnel  
2 congélateur  
1 banque à glace  
1 lave vaisselle à capot (professionnels)  
1 bain marie  
1 plancha  
3 friteuse  
1 four ventilé  
3 chambre froide positive  
(1 légume, 1 poisson, 1 viande)  
1 machine à glaçons  
1 machine à café  
1 lave verre  
2 robot multifonction  
2 caves à vins  
1 meuble de bar réfrigéré  
(Pour les boissons de brasserie)  
1 pompe à bière  
1 toaster  
1 blinder (pour les cocktails)  
1 centrale de nettoyage  
(avec des produits **biologiques NF**)

Enfin, le candidat présente ses références professionnelles :

- **Eric et Stéphane Laurent** : responsables des équipes. Après 20 ans d'expérience dans le milieu de la restauration, Eric et Stéphane Laurent deviennent les exploitants du restaurant le Bamboo, appartenant au lot 01 de la présente concession d'aménagement. Depuis 10 ans Eric et Stéphane Laurent exercent leur activité de restaurateur sur la plage du Pradon. Ils en connaissent les moindres recoins, subtilités et disposent aujourd'hui d'une véritable expérience concrète et éprouvée pour piloter une équipe sur ce site. Amoureux du cadre paysager naturel, ils ont mis en place les infrastructures du restaurant le Bamboo pour limiter les impacts de l'exercice de l'activité sur la plage et sensibilisent les effectifs aux gestes pour la protéger.  
Eric et Stéphane Laurent ont été propriétaire d'un bar restaurant à Carqueiranne (le café de la gare) en centre ville de 1995 à 2008.  
En 2007 ils lancent une société de glaces artisanales et de desserts glacés.  
En 2011 ils s'installent au Bamboo sur la place du Pradon.
- **Stéphanie Laurent** : Responsable de salle - 9<sup>ème</sup> année d'expérience au Bamboo.
- **Sylvain Wagner** : chef de cuisine - 5<sup>ème</sup> année d'expérience au Bamboo.
- **Maxime Martinez** : 2<sup>nd</sup> de cuisine – 3<sup>ème</sup> année d'expérience au Bamboo.

**Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,**

Le candidat atteste respecter ses obligations légales en la matière :

Une attestation sur l'honneur du respect des dispositions du code du travail en matière d'emploi des personnes handicapées prévue aux articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-3 et L.5212-4 du Code du Travail.

Cocher les cases : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

- ☒ Article L.5212-1 du code du travail
- ☒ Article L.5212-2 du code du travail
- ☒ Article L.5212-3 du code du travail
- ☒ Article L.5212-4 du code du travail

### **Aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public**

Le candidat présente ses principes en matière de laïcité et de neutralité du service public

- L'égalité des usagers devant le service public et le respect des principes de laïcité et de neutralité du service public :

Le restaurant et l'activité de la plage du Lot 01 recevront tous les publics et usagers, en parfaite égalité de traitement, sans aucune distinction de religion. La neutralité, l'intimité et le respect d'une ambiance familiale décontractée est l'ADN de l'esprit que nous entretenons dans l'exploitation du restaurant le Bamboo et que nous souhaitons entretenir.

### **Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public**

En plus des éléments présentés ci-dessus relatifs à l'égalité de traitement, le candidat présente également ses engagements en matière de continuité du service public

- La continuité du service public :

Le restaurant le BAMBOO assurera un service continu pendant ses horaires d'ouverture et durant la période estivale d'ouverture. L'équipe complète, composée de plus de 10 personnes, pourra assurer un service complet et le réseau des extras est particulièrement dynamique sur le territoire en cas d'absence d'un membre de l'équipe.

En 10 ans d'activité le restaurant n'a jamais connu de fermeture.

L'accès aux matelas sera cependant impossible lorsque le poste de sécurité sera fermé.

### **L'accueil du public pendant la période d'exploitation**



En démarrant l'activité du restaurant le Bamboo il y a 10 ans, les frères Eric et Stéphane Laurent ont toujours souhaité proposer un accueil chaleureux, convivial et familial. Professionnels de la restauration profondément inspirés par le cadre de la plage naturelle du Pradon, c'est avec énormément d'implication, d'investissement et d'affection pour ce site qu'ils ont fabriqué ce lieu dont la réputation n'est plus à démontrer.

Résidents et Carqueiranne et très attachés à leur commune de naissance, Eric et Stéphane Laurent ont à cœur de faire vivre ce lieu en harmonie avec son environnement. C'est un accueil qui s'étend du matin au soir, proposant une grande diversité d'usages : du simple café, à la boisson rafraîchissante, du plat à grignoter au repas sous le soleil. Le Bamdoo est ouvert à tous pour venir passer un moment agréable dans un cadre exceptionnel.

Ce cadre paysager nous a aussi toujours obligé à proposer une offre à la sa hauteur que nous souhaitons prolonger sur la plage du Lot 01 par la création de la terrasse et l'installation des matelas et parasols.

### La préservation du domaine

Notre attachement au cadre paysager du domaine est fondamental. Il est à la fois, de façon très pragmatique, notre lieu de travail, mais il est un bien commun que nous souhaitons réellement préserver et offrir aux générations à venir.

L'activité d'un restaurant, nous le savons, peut générer des déchets ou des dégradations. C'est pour cette raison que nous avons toujours été particulièrement vigilant à la mise en place de routines quotidiennes pour assurer une bonne gestion et un tri des déchets efficace.

Nous avons par ailleurs réalisé des travaux et investi dans du matériel et dans une installation sanitaire et une plomberie de premier ordre assurant le respect absolu du site.

Enfin, une plage est un lieu de vie publique. Et nous savons cohabiter avec les touristes et les carqueirannais usagers de la plage du Pradon ou notre voisinage direct. Nous avons appris à respecter le lieu pour sa nature avec celles et ceux qui le pratiquent. Vigilants du respect et de la préservation du site, nous nettoyons régulièrement les alentours de notre exploitation afin d'assurer un cadre sain, parce que nous sommes carqueirannais et parce que c'est aussi notre rôle en tant qu'exploitant d'un restaurant sur ce site particulièrement privilégié.

# SYNTHESE DU CONTENU DES CANDIDATURES



N° du pli	Garanties demandées	Capacités et aptitudes	Analyse des candidatures	Conclusion sur la candidature
1- SDF FROSINI-LAURENT	garanties professionnelles et financières	Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession	Le candidat a bien fourni les documents nécessaires pour justifier de sa capacité à exercer l'activité de bain de mer. La société est bien enregistrée et ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.	Suffisant
		Capacité économique et financière	Le candidat a fourni des bilans comptables et qui présentent un résultat bénéficiaire qui varie entre 25 000 et 30 000 sur les trois derniers exercices.	Suffisant
		Capacités techniques et professionnelles	Les membres de la société sont des professionnels de la restauration qui dispose d'une expérience de plus de 20 ans dans la restauration dont 10 années pour la gestion de la présente société. Ils disposent de 11 employés. De plus, ils disposent du matériel nécessaire à la partie restauration.	Suffisant
	Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail,		Le candidat a produit une attestation sur l'honneur relative au respect des dispositions relatives à l'emploi des personnes handicapées il répond donc bien à cette obligation.	Suffisant

	Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public	<p>Le candidat indique « qu'il assurera un service continu, qu'il recevra tous les publics et tous les usagers en parfaite égalité de traitement, qu'il a à cœur de faire vivre ce lieu en harmonie avec son environnement, que l'accueil sera assuré du matin jusqu'au soir, qu'il sera vigilant à la mise en place de routine quotidienne pour assurer une bonne gestion et un tri efficace des déchets et qu'il nettoiera régulièrement son exploitation et ses abords. » Enfin il indique « être en capacité à cohabiter avec les autres usagers de la plage et les touristes. »</p>	Suffisant
	Aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public	<p>Le candidat atteste de son respect du principe de neutralité et de l'absence de discrimination</p>	Suffisant
	Aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public	<p>Le candidat s'engage à assurer un accueil professionnel, il précise également assure un accueil « du matin au soir ».</p> <p>Concernant la préservation du domaine, le candidat identifie les enjeux et les risques. Il précise qu'il met en place un système de tri des déchets et qu'il a investi dans une installation sanitaire et une plomberie permettant d'assurer le respect du site. Le candidat précise également procéder à un nettoyage des abords du site.</p> <p>Enfin, la cohabitation avec les autres usagers est prise en considération.</p>	Suffisant
	CAPACITE GLOBALE :		Candidature recevable

**SYNTHÈSE DES APPRÉCIATIONS DES CANDIDATURES**

Après analyse des dossiers de candidatures, la synthèse des appréciations proposée est la suivante :

N° pli	Nom des Candidats	Elément du dossier de candidature	Synthèse des appréciations
1	SDF FROSINI- LAURENT	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
		Aptitude à respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public,	Suffisant
		Aptitude à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que son aptitude à assurer la préservation du domaine public.	Suffisant

Samia BOUREKHOUM Chargé de mission Concession de plages	Raphaël ROBERT Chef de Service Concession de plages
	

**METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE**

---

***21DSP07 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER  
DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A  
CARQUEIRANNE***

***PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE  
CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE  
PUBLIC DU 09/02/2022***

***EXAMEN DES OFFRES***

## A. OBJET DE LA CONSULTATION

### **21DSP07 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A CARQUEIRANNE**

Date de la commission : Mercredi 9 février 2022

Lieu de la commission : Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

## B. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Les membres de la Commission de concession et de délégation de service public ont été élus par délibération n°20/07/26 du conseil métropolitain du 21 juillet 2020.

Le mercredi 9 février 2022, la Commission de concession et de délégation de service public, mentionnée à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, s'est réunie, dûment convoquée.

<b>MEMBRES À VOIX DÉLIBÉRATIVE</b>		
<i>Prénom – Nom</i>	<i>Qualité</i>	<i>Présence</i>
Robert CAVANNA	Président de la Commission de concession et de délégation de service public	P
Véronique BERNARDINI	Membre titulaire	Ab
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	Membre titulaire	Ab
Luc DE SAINT-SERNIN	Membre titulaire	Ab
Valérie MONDONE	Membre titulaire	Ab
Albert TANGUY	Membre titulaire	Ab
Valérie BATTESTI	Membre suppléant	P
Guillaume CAPOBIANCO	Membre suppléant	Ab
Erick MASCARO	Membre suppléant	P
Audrey PASQUALI-CERNY	Membre suppléant	Ab
Corinne JOUVE	Membre suppléant	P

Ont été également convoqués, **avec voix consultative** :

MEMBRES A VOIX CONSULTATIVES		
Nom, prénoms	Qualité	Présence
Madame Dominique PRATS	M/Mme le représentant du ministre chargé de la concurrence	Ph
Monsieur Régis DUBOIS	M/Mme le Trésorier Principal	Ph

Le quorum, apprécié à l'ouverture de la séance de commission de concession et de délégation de service public est atteint :

☒ Oui ☐ Non.

La commission peut, ne peut pas, (*raier la mention inutile*) valablement délibérer.

- Secrétariat de la commission

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION		
Prénom - Nom	Qualité	Présence
Chantal SAICHI	Directeur de la Commande Publique	P
Aurélien TESTONI	Sous-Directeur des Contrats de concessions	Ph
Alessandra LO GAGLIO	Chef de service Préparation et passation des contrats délégués	P

### **C. RAPPEL DE LA PROCEDURE**

#### **Contexte**

La présente consultation est engagée sur le fondement des articles L.1411-1 et suivants, et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, et définie selon les articles L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Elle a pour objet le choix par la Métropole Toulon Provence Méditerranée des titulaires des contrats de délégation de service public pour l'exploitation d'activités de bains de mer de la plage naturelle du Pradon à Carqueiranne.

La superficie totale de la concession de la plage est de 2340 m<sup>2</sup> et le linéaire de plage est de 134 m et se décompose comme suit :

- Le sable émergé pour une superficie de 2260 m<sup>2</sup> et sur un linéaire de 134 m,
- Des aménagements divers pour une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

21DSP07 - DSP PLAGE PRADON CARQUEIRANNE - EXAMEN DES OFFRES

### **Allotissement**

La plage du Pradon présente deux lots de plage :

- Le lot n°1 d'une superficie totale de 167 m<sup>2</sup> scindé en deux parties distinctes dont les objets sont « restauration légère pieds dans le sable » pour une superficie de 67 m<sup>2</sup> et « location de matelas parasols » pour une superficie de 100 m<sup>2</sup> ;
- Et le lot n°2 d'une superficie totale de 134 m<sup>2</sup> scindé en deux parties distinctes dont les objets sont « restauration légère pieds dans le sable » pour une superficie de 54 m<sup>2</sup> et « location de matelas parasols » pour une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

### **Estimation de la valeur de la concession sur la durée de la concession :**

Le montant global des contrats pour la durée totale d'exécution de la concession (6 périodes d'exploitation) est estimé, pour chaque lot, aux montants suivants :

- Estimation du lot 1 de la valeur du sous-traité et de la concession de service sur la durée totale des contrats : 245 000 € H.T.
- Estimation du lot 2 de la valeur du sous-traité et de la concession de service sur la durée totale des contrats : 200 000 € H.T.

La méthode de calcul a été effectuée à partir du Chiffre d'Affaires H.T. annuel moyen des dernières années d'exploitation d'activités similaires sur des plages concédées de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la durée du contrat (6 ans) et tient notamment compte des recettes estimées sur les usagers du service.

### **Durée :**

La durée du sous-traité et de la concession de service est fixée à 6 années ou, plus précisément, à 6 périodes d'exploitation et prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire.

Les activités se dérouleront pendant la seule période d'exploitation fixée par le Conseil Métropolitain par délibération n° 21/05/198 du 27 mai 2021, à savoir du 01 mars au 31 octobre de chaque année (montage et démontage compris).

Le titulaire devra impérativement exploiter son lot à minima du 15 juin (ou, pour la première année d'exploitation, de la date de notification du sous-traité si elle est postérieure) au 15 septembre.

### **Etendue de la consultation**

#### **Objet de la concession :**

Lot de plage n°1 :

Ce lot est destiné à recevoir l'exercice d'activités de plagiste entendues au sens de **location de matelas/parasols et de restauration légère**.

Le titulaire est autorisé à occuper une surface maximale de 167 m<sup>2</sup> dont :

- Une surface minimum de 100 m<sup>2</sup> affectée à la location de *matelas/parasols*,
- La possibilité d'une surface de 67 m<sup>2</sup> affectée à la *restauration légère ou traditionnelle pouvant comporter :*
  - *Éventuellement un mobilier bas de buvette (type comptoir, snacking froid) sur platelage bois*
  - *Une terrasse dans le prolongement du comptoir sur platelage en bois avec des tables et chaises*

Lot de plage n°2 :

Ce lot est destiné à recevoir l'exercice d'activités de plagiste entendues au sens de **location de matelas/parasols et de restauration légère**.

Le titulaire est autorisé à occuper une surface maximale de 134 m<sup>2</sup> dont :

- Une surface minimum de 80 m<sup>2</sup> affectée à la location de *matelas/parasols*,
- Une surface de 54 m<sup>2</sup> affectée à la *restauration légère ou traditionnelle comprenant :*



- *Éventuellement un mobilier bas de buvette (type comptoir, snacking froid) sur platelage bois*
- *Une terrasse dans le prolongement du comptoir sur platelage en bois avec des tables et chaises*

Pour l'ensemble des lots :

Le titulaire sera chargé de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation de son lot de plage. Il devra veiller à la salubrité aux abords de son lot et assurer la sécurité des usagers dans les conditions prévues par le sous-traité, sous le contrôle de la Métropole et sans préjudice des pouvoirs qui appartiennent aux pouvoirs de police du Maire.

Il devra respecter les obligations édictées dans la concession signée avec l'État qui fera partie intégrante du dossier de consultation et du contrat.

#### Publicité

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 04/11/2021 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, avis n°21-147465 paru le 06/11/2021 ;
- JOUE, avis n°2021/S 217-572653 paru le 09/11/2021 ;
- LE MONITEUR, avis n°AO-2147-0798 paru le 19/11/2021 ;
- AWS, paru le 07/11/2021 ;
- Journal Var Matin, le 08/11/2021.

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 17/12/2021 à 16h00.

#### D. Ouverture des candidatures

L'ouverture des plis de candidature s'est déroulée le : 20 décembre 2021

Il a été constaté que 2 plis ont été reçus dans les délais.

Plis rejetés sans avoir été ouverts : 0

N° d'ordre au registre des dépôts	Lot soumissionné	Nom du candidat
1	Lot n°1	SDF FROSINI-LAURENT
2	Lot n°2	Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE

#### Examen des candidatures

La Commission réunie le 25 janvier 2022 a examiné les pièces des candidatures et a admis les candidats suivants à présenter une offre :

**Pour le lot N°1 :**

- Pli n°1 : SDF FROSINI-LAURENT

**Pour le lot N°2 :**

- Pli n°2 : Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE



## **E. Ouverture des offres**

La Commission réunie le 25 janvier 2022 a procédé à l'ouverture des dossiers contenant les offres et a relevé les éléments de l'offre.

La commission a déclaré régulières les offres des candidats suivants :

- **Pour le lot N°1** : Pli n°1 : SDF FROSINI-LAURENT
- **Pour le lot N°2** : Pli n°2 : Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGE

En effet, les offres sont considérées comme régulières, les éléments manquants recensés en annexe au PV d'ouverture des offres ne remettant pas en cause les candidatures et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation (cf article L.3124-3 du code de la commande publique).

L'absence des documents ne fait pas obstacle à ce que soit appréciée la conformité des offres au regard des exigences du cahier des charges, et n'est pas susceptible d'avoir une influence sur la comparaison entre les offres et le choix des candidats qui seront admis à participer à la négociation. (Cf Conseil d'État, 15 décembre 2006, « Société Corsica Ferries », n° 298618 ; et son communiqué)

La commission a donc décidé de confier à la Direction des concessions de plages, la rédaction du rapport d'analyse des offres de chacun des lots et de se réunir lors d'une séance ultérieure afin d'émettre son avis conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **F. RAPPEL DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

### **Critère 1 : La qualité du service rendu aux usagers**

- **Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet**
  - Stratégie mise en place pour optimiser l'accueil du public dans sa diversité sur le lot de plage,
  - Mesures sanitaires mise en œuvre au niveau des matelas parasols et de la restauration légère,
  - Dispositions prises lorsque le poste de secours communal est absent ou fermé.
  - Plan de renouvellement des équipements en cas d'usure, dégradation casse.
  - Modalités d'exploitation des matelas parasols (descriptif du projet commercial pour la partie matelas parasol (offre familiale, offre premium, ...)), du local cuisine et de la « terrasse » (type et qualité de la restauration proposée, thème éventuel, etc..)
- **Préservation du domaine et vision environnementale du projet**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat pour ne pas générer d'impact sur l'environnement de la plage voir même sur la façon dont il compte contribuer à sa préservation.*

- Gestion des déchets et propreté du lot
- Sensibilisation du personnel et des usagers à l'environnement
- Gestion énergétique et des fluides
- Quiétude de la plage : prévention des nuisances sonores et pollutions visuelles
- Intégration paysagère
- Prévention des nuisances liées aux livraisons et à l'enlèvement des déchets
- Modalités de libération du domaine public maritime en fin de journée et à échéance du sous-traité (modalité de stockage des équipements et localisation).

### **Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés**

- **L'organisation de l'exploitation**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant l'organisation temporelle et humaine de son activité notamment son amplitude et sa cohérence avec son projet.*

- Période d'exploitation du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse) avec date de démarrage et de fin. Si le candidat prévoit de distinguer des périodes de haute et basse saison dans son mode d'exploitation, il précisera les dates correspondant à ces différentes périodes.
- Amplitude horaire journalière Heures d'ouverture et de fermeture du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse « pieds dans le sable »)
- Les effectifs employés, les qualifications : Nombre de personnes, les fiches de poste ou les qualifications qui seront demandées aux salariés y compris BNSSA

- **Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant les moyens matériels et leur cohérence avec son projet et avec les caractéristiques du lot de plage et de la concession de plage).*

- Liste, visuels et fiches techniques à minima des bains de soleil, parasols et matériel de délimitation
- Les modalités d'aménagement du local cuisine et de la « terrasse »

### **Critère 3 : la Valeur Financière**

L'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel**

La cohérence dans les investissements et leur amortissement au regard de la durée du sous-traité d'exploitation du lot de plage et de la concession de service sera évaluée à partir du cadre de Compte d'exploitation prévisionnel complété par le candidat. Préciser le détail des investissements.

- **Montant de la redevance variable proposé**

Le taux de redevance variable proposé par le candidat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur l'ensemble de la durée d'exploitation et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée des contrats.

- **La politique tarifaire** : appréciée au regard :

- De la cohérence des tarifs de l'activité location de matelas parasols avec le projet proposé.
- De la diversité des tarifs et de la cohérence des tarifs de l'activité de restauration et de leur adéquation avec le projet proposé.

- **La traçabilité financière de la gestion du lot de plage.**

Modalités de gestion financière du lot (carnet à souches, logiciel, caisse enregistreuse, etc.).

### **G. RAPPEL DES MODALITES DE NEGOCIATION**

**Modalités relatives à l'organisation de la négociation (article 9.3 du règlement de la consultation) :**

Après avoir recueilli l'avis de la commission prévue à l'article L 1411-5 du CGCT, l'exécutif de la Métropole TPM (ou toute personne qu'il désignera pour le représenter dans le respect des conditions propres au fonctionnement de la Métropole TPM) engagera avec le ou le(s) soumissionnaire(s) de son choix des négociations.

La négociation ne peut porter sur l'objet des contrats objets de la présente consultation, les critères d'attribution ou les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la 21DSP07 - DSP PLAGE PRADON CARQUEIRANNE - EXAMEN DES OFFRES

consultation.

Les négociations se dérouleront dans le respect du principe de l'égalité de traitement entre les candidats.

Lors de ces négociations, l'exécutif de la Métropole TPM ou son représentant pourra se faire assister de la ou des personnes compétentes dont elle jugera utile de s'entourer.

Les modalités des négociations, qui pourront être réalisées en présentiel et/ou par courrier par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.info>, à partir de l'adresse mail transmise par les candidats lors du dépôt de leur offre, seront communiquées ultérieurement aux candidats avec lesquels la Métropole TPM aura choisi de négocier.

Lors de ces négociations, les candidats pourront être invités à remettre des compléments ou des modifications à leurs offres. Les délais et modes de transmission de ces compléments et modifications seront alors indiqués aux candidats.

Au terme des négociations, les candidats seront invités à remettre une offre finale reprenant l'ensemble des stipulations du projet de contrat ayant fait l'objet de la négociation. Cette offre finale ne devra en aucun cas constituer une nouvelle offre.

Aucune indemnité ne sera versée aux candidats, qu'ils aient ou non été retenus.

Les candidats sont informés qu'à défaut d'un refus explicite, les discussions pourront faire l'objet d'un enregistrement audio en vue de réaliser un compte rendu des négociations. Les enregistrements seront conservés pendant 60 jours après la signature du contrat puis seront détruits.

## **H. AVIS DE LA COMMISSION DE CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC,**

La commission prend connaissance du rapport d'analyse des offres établi par la direction opérationnelle compétente, soit la service Gestion des Concessions de Plages, Qualité des eaux et certifications,

Pour le lot 1 (31 pages), annexé au présent procès-verbal.

Pour le lot 2 (22 pages), annexé au présent procès-verbal.

Après avoir débattu des caractéristiques, inconvénients, avantages des offres, **la commission propose d'organiser librement une négociation avec les soumissionnaires suivants, notamment sur les points ci-après :**

### **a. Avis Lot 1 Candidat n°1 : SDF FROSINI-LAURENT**

Thématiques	N°	Questions
<b>Pièces relatives à l'offre</b>	1	<p><b>Je vous demande de nous transmettre le projet de sous-traité d'exploitation signé.</b> Il devra être complété par :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'identification juridique du candidat (article 1 du sous-traité)</li><li>- La confirmation du pourcentage de 1% proposé dans votre offre pour le calcul de la part variable de la redevance que vous vous engagez à verser annuellement à la Métropole (article 5 du sous-traité d'exploitation).</li><li>- Sur la dernière page : date + nom du signataire + signature + tampon de la société.</li></ul> <p><b>Je vous demande de nous transmettre la notice des principales obligations du sous-traitant et des pénalités applicables,</b> comportant sur la dernière page : date + nom du signataire + signature + tampon de la société</p>
<b>Critère 1 service rendu au public</b>	2	<p><b><i>Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet :</i></b></p> <p>La doctrine de la DDTM relative à l'exploitation des lots de plage impose que l'activité principale soit le service de bain de mer avec de manière concomitante et accessoire la restauration légère en journée. Une tolérance est toutefois accordée pour un maintien uniquement de la restauration légère dans la soirée.</p> <p>En revanche votre proposition de maintenir uniquement la restauration légère lorsque le poste de secours est absent n'est pas conforme à cette doctrine de l'Etat.</p> <p>En cas de maintien de restauration légère sur le lot de plage, en journée et en l'absence du poste de secours, je vous précise que les matelas parasols doivent être accessibles ainsi que la présence d'un titulaire du BNSSA. Quelles mesures avez-vous prévu pour respecter ces obligations ?</p> <p>En période de crise sanitaire, en complément du nettoyage hebdomadaire des matelas parasols prévoyez-vous des mesures de nettoyage journalières ?</p>

	3	<p><b>Préservation du domaine et vision environnementale du projet</b></p> <p>Pouvez- nous préciser les modalités d'éclairage sur votre lot de plage et l'impact visuel sur cet espace naturel.</p> <p>Confirmez-vous que tous les soirs à la fermeture, votre personnel rangera l'ensemble du matériel dans le restaurant au lieu du stockage possible sur la plage ? Et si non, indiquez où se ferait le stockage sur la plage.</p> <p>Vous proposez la mise d'une décoration végétale. Confirmez- nous qu'aucun végétal ne sera planté directement dans le sable de plage et que tous les éléments de décoration et de délimitations de la partie matelas parasols seront retirés de la plage tous les soirs ?</p> <p>Pouvez-vous nous préciser les modalités d'entretien de la partie sable de la plage.</p>
	4	<p><b>L'organisation de l'exploitation</b></p> <p>Vous indiquez ne recruter qu'un seul employé pour la plage. Quelle organisation avez-vous prévu de mettre en place afin de garantir le respect du temps de travail tout en maintenant l'accueil des usagers sur le lot ?</p> <p>Vous indiquez commencer à exploiter du 1er mars au 31 octobre. Confirmez-nous que le montage et le démontage du lot seront bien réalisés durant la période d'exploitation et non avant et ni après.</p>
Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés	5	<p><b>Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot</b></p> <p>Vous présentez dans votre offre la liste du matériel que vous envisagez d'acheter ou de louer. Il apparaît ainsi, l'acquisition de 60 tables. Pouvez-vous nous justifier le nombre de tables prévues par rapport à la surface de 67m2 de terrasse et nous confirmer que vous ne mettrez pas de tables et de chaises sur la zone dédiée exclusivement aux matelas parasols ?</p>
	6	<p><b>Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel</b></p> <p>Vous indiquez ne pas tenir compte du CA du restaurant actuel dans votre proposition, confirmez-vous cette information ? veuillez nous expliciter les projections vous permettant d'estimer ce chiffre d'affaires. Si vous adaptez votre offre sur ce point, veuillez fournir un nouveau CEP modifié en ce sens.</p>
Critère 3 : la Valeur Financière	7	<p><b>Montant de la redevance variable proposé</b></p> <p>Pouvez-vous nous proposer une offre optimisée ?</p>
	8	<p><b>La traçabilité financière de la gestion du lot de plage</b></p> <p>Vous indiquez pouvoir séparer les comptes de vos activités. Pouvez-vous nous confirmer que vous serez en capacité de nous fournir le CA séparé de la partie restauration légère et location de matelas parasols de la partie restauration privée dans le cadre du rapport annuel que vous devrez nous fournir.</p> <p>Vous indiquez accepter les paiements par carte bleue alors que sur la carte du restaurant que vous avez communiqué il est indiqué qu'elles ne sont pas acceptées. Pouvez-vous nous préciser laquelle des deux options vous allez appliquer.</p>

**Lot 1 : Résultats des votes concernant les décisions susmentionnées :**

*(indiquer le nombre de votes de la part des membres ayant voix délibérative)*

- Pour : 4
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Désignation des pièces annexes	Nombre de pages
Rapport d'analyse de l'offre	31 pages



**b. Avis Lot 2 Candidat n°2 : Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE  
PLAGE**

Thématiques	N°	Questions
Pièces relatives à l'offre	1	<b>Je vous demande de nous transmettre</b> la notice des principales obligations du sous-traitant et des pénalités applicables, comportant sur la dernière page : date + nom du signataire + signature + tampon de la société
Critère 1 service rendu au public	2	<b><i>Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet :</i></b>  Quelles seront les mesures prises pour s'adapter à la diversité du public ?  Pendant la saison, nous confirmez-vous votre non proposition de location à la demi-journée le matin en haute saison ? Pourriez-vous dédier une partie des matelas à cette possibilité ?
	3	<b><i>Préservation du domaine et vision environnementale du projet</i></b>  Pouvez-vous nous préciser les modalités d'évacuation et de gestion des graisses et huiles usagées ?  Pouvez-vous nous préciser les modalités d'éclairage sur votre lot et leur impact visuel ?  Pouvez-vous nous préciser les modalités mises en œuvre pour réduire l'impact sonore ?  Confirmez-vous que tous les soirs à la fermeture, votre personnel rangera l'ensemble du matériel dans les garages au lieu du stockage possible sur la plage ? Et si non, indiquez où se ferait le stockage sur la plage.
	4	<b><i>L'organisation de l'exploitation</i></b>  Vous indiquez dans votre offre que vous maintiendrez l'exploitation des matelas parasols après la tombée de la nuit. Expliquez-nous les raisons de ce maintien et confirmez-nous qu'il ne s'agira pas d'une extension de l'espace dédié à la restauration légère ?
Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés	5	<b><i>Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot</i></b>  Précisez-nous la quantité des équipements prévus pour chaque activité et fournir les visuels manquants.  Confirmez-nous que les éléments de décoration et de délimitation de la partie matelas parasols seront retirés de la plage tous les soirs.
	6	<b><i>Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel</i></b>  Les amortissements constatés dans les CEP ne correspondent pas complètement aux investissements inscrits, pouvez-vous nous en expliquer la raison ? Si vous adaptez votre offre sur ce point, veuillez fournir un nouveau CEP modifié en ce sens.  Veuillez nous expliciter les projections vous permettant d'estimer ce chiffre d'affaires. Si vous adaptez votre offre sur ce point, veuillez fournir un nouveau CEP modifié en ce sens.
Critère 3 : la Valeur Financière	7	<b><i>Montant de la redevance variable proposé</i></b>

		Pouvez-vous nous proposer une offre optimisée ?
	8	<p><b>La traçabilité financière de la gestion du lot de plage</b></p> <p>Pouvez-vous nous confirmer que vous serez en capacité de nous fournir le CA de la partie restauration légère et location de matelas parasols du lot concédé indépendamment de votre autre activité dans le cadre du rapport annuel que vous devrez nous fournir ?</p>

**Lot 2 Résultats des votes concernant les décisions susmentionnées :**

*(indiquer le nombre de votes de la part des membres ayant voix délibérative)*

- Pour : 4
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Désignation des pièces annexes	Nombre de pages
Rapport d'analyse de l'offre	22 pages



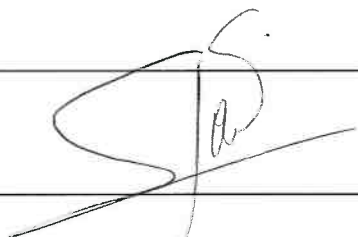
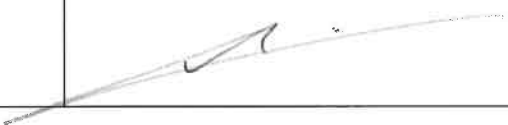
**I. Désignation des membres de la commission ayant demandé inscription de leur avis au procès-verbal de la séance de la commission**

Les avis peuvent être libellés ci-dessous ou constituer des annexes sur papier libre jointes au présent procès-verbal.

**J. Rubrique libre**

Il s'agit d'une première étape de négociation par cahier. (à adjoindre au titre des 2 lots)

**Signature des membres de la commission de concession et de délégation de service public à voix délibérative :**

MEMBRES	SIGNATURE
Robert CAVANNA	
Véronique BERNARDINI	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	
Luc DE SAINT-SERNIN	
Valérie MONDONE	
Albert TANGUY	
Valérie BATTESTI	
Guillaume CAPOBIANCO	
Erick MASCARO	
Audrey PASQUALI-CERNY	
Corinne JOUVE	

**Signature des membres de la commission de concession et de délégation de service public à voix consultative :**

MEMBRES	SIGNATURE
Dominique PRATS	Ab
Régis DUBOIS	Ab.

**METROPOLE TOULON**  
**PROVENCE MEDITERRANEE**

---

***21DSP07 - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER  
DE LA PLAGE NATURELLE DU PRADON A  
CARQUEIRANNE***

***LOT N°1***

***RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES***

**OBJET DE LA CONSULTATION: 21DSP07 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'ACTIVITE DE BAINS DE MER DE LA PLAGES NATURELLE DU PRADON A CARQUEIRANNE - LOT DE PLAGES N°2**

**I – OUVERTURE DES OFFRES**

L'ouverture des offres a eu lieu le 25/01/2022 à 09H00

Deux offres ont été remises dans les délais, dont une pour le lot n°1.

N° d'ordre au registre des dépôts	Lot soumissionné	Nom du candidat
1	Lot n°1	SDF FROSINI-LAURENT
2	Lot n°2	Madame Marion PAOLI– Etablissement BRISE MARINE PLAGES

**II – COMPLETUD DES OFFRES**

Les offres fournies par le candidat sont complètes et comprenaient à minima :

Documents demandés par le règlement de la consultation	Remis par le candidat N°1 SDF FROSINI-LAURENT
Le projet de sous-traité d'exploitation signé par le candidat et complété	Non
La notice des obligations du sous-traitant et des pénalités datée, tamponnée et signée	Non
Le mémoire technique d'exploitation	oui
Un mémoire financier d'exploitation	oui

« L'offre est considérée comme régulière, les éléments manquants ne remettant pas en cause les candidatures et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation (cf article L.3124-3 du code de la commande publique).

Ladite absence de ces documents ne fait pas obstacle à ce que soit appréciée la conformité de l'offre aux exigences du cahier des charges n'est pas susceptible d'avoir une influence sur la comparaison entre les offres et le choix des candidats qui seront admis à participer à la négociation. (Cf Conseil d'État, 15 décembre 2006, « Société Corsica Ferries », n° 298618 ; et son communiqué)

### **III – CRITÈRES DE CHOIX RETENUS POUR L'OFFRE**

Conformément à l'article 9.2 du règlement de la consultation, les critères de choix retenus pour l'offre sont classés dans l'ordre suivant :

#### **Critère 1 : La qualité du service rendu aux usagers**

- **Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet**

- Stratégie mise en place pour optimiser l'accueil du public dans sa diversité sur le lot de plage,
- Mesures sanitaires mise en œuvre au niveau des matelas parasols et de la restauration légère,
- Dispositions prises lorsque le poste de secours communal est absent ou fermé.
- Plan de renouvellement des équipements en cas d'usure, dégradation casse.
- Modalités d'exploitation des matelas parasols (descriptif du projet commercial pour la partie matelas parasol (offre familiale, offre premium, ...)), du local cuisine et de la « terrasse » (type et qualité de la restauration proposée, thème éventuel, etc..)

- **Préservation du domaine et vision environnementale du projet**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat pour ne pas générer d'impact sur l'environnement de la plage voir même sur la façon dont il compte contribuer à sa préservation.*

- Gestion des déchets et propreté du lot
- Sensibilisation du personnel et des usagers à l'environnement
- Gestion énergétique et des fluides
- Quiétude de la plage : prévention des nuisances sonores et pollutions visuelles
- Intégration paysagère
- Prévention des nuisances liées aux livraisons et à l'enlèvement des déchets
- Modalités de libération du domaine public maritime en fin de journée et à échéance du sous-traité (modalité de stockage des équipements et localisation).

#### **Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés**

- **L'organisation de l'exploitation**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant l'organisation temporelle et humaine de son activité notamment son amplitude et sa cohérence avec son projet.*

- Période d'exploitation du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse) avec date de démarrage et de fin. Si le candidat prévoit de distinguer des périodes de haute et basse saison dans son mode d'exploitation, il précisera les dates correspondant à ces différentes périodes.
- Amplitude horaire journalière Heures d'ouverture et de fermeture du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse « pieds dans le sable »)
- Les effectifs employés, les qualifications : Nombre de personnes, les fiches de poste ou les qualifications qui seront demandées aux salariés y compris BNSSA



- **Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot**

*Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant les moyens matériels et leur cohérence avec son projet et avec les caractéristiques du lot de plage et de la concession de plage).*

- Liste, visuels et fiches techniques à minima des bains de soleil, parasols et matériel de délimitation
- Les modalités d'aménagement du local cuisine et de la « terrasse »

### **Critère 3 : la Valeur Financière**

L'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel**

La cohérence dans les investissements et leur amortissement au regard de la durée du sous-traité d'exploitation du lot de plage et de la concession de service sera évaluée à partir du cadre de Compte d'exploitation prévisionnel complété par le candidat. Préciser le détail des investissements.

- **Montant de la redevance variable proposé**

Le taux de redevance variable proposé par le candidat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur l'ensemble de la durée d'exploitation et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée des contrats.

- **La politique tarifaire** : appréciée au regard :
  - De la cohérence des tarifs de l'activité location de matelas parasols avec le projet proposé.
  - De la diversité des tarifs et de la cohérence des tarifs de l'activité de restauration et de leur adéquation avec le projet proposé.

- **La traçabilité financière de la gestion du lot de plage.**

Modalités de gestion financière du lot (carnet à souches, logiciel, caisse enregistreuse, etc.).

#### IV- ANALYSE DE L'OFFRE DU CANDIDAT N°1 : SDF FROSINI-LAURENT

L'offre est analysée selon les critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance.

<b>Critère 1 : La qualité du service rendu aux usagers</b>	
<b>Vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet</b>	
<p><u>Elément de l'offre du candidat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Stratégie mise en place pour optimiser l'accueil du public dans sa diversité sur le lot de plage,</li> <li>○ Mesures sanitaires mise en œuvre au niveau des matelas parasols et de la restauration légère,</li> <li>○ Dispositions prises lorsque le poste de secours communal est absent ou fermé.</li> <li>○ Plan de renouvellement des équipements en cas d'usure, dégradation casse.</li> <li>○ Modalités d'exploitation des matelas parasols (descriptif du projet commercial pour la partie matelas parasol (offre familiale, offre premium, ...)), du local cuisine et de la « terrasse » (type et qualité de la restauration proposée, thème éventuel, etc..)</li> </ul>	<p><b><u>Stratégie mise en place pour optimiser l'accueil du public dans sa diversité sur le lot de plage</u></b></p> <p>Le candidat indique qu'étant une extension de l'activité de restaurant le Bamboo, la terrasse du lot profiterait de tous les avantages d'une activité unique, homogène et cohérente par son management, par sa stratégie.</p> <p>Le Bamboo dédiera une personne à l'activité des matelas, un plagiste, formé au préalable. Il assurera l'accueil de chaque client dans un cadre convivial, familial et sain, valorisant les règles élémentaires de la préservation du calme et du respect de l'environnement.</p> <p>Il assurera le nettoyage de la plage et l'entretien du lot avec un équipement de bonne qualité qui sera fourni par le restaurant.</p> <p>Les horaires d'installation et de retrait des matelas seront scrupuleusement respectés de sorte à assurer une régularité et créer une relation de confiance avec la clientèle.</p> <p>Le plan de la plage sera défini et optimisé par le Bamboo régulièrement de sorte à pouvoir accueillir la capacité exigée par le présent cahier des charges et permettre la souplesse nécessaire à son emménagement et à l'accueil du public divers : familles/groupes d'amis, couples ou personnes seules.</p> <p>Le plagiste sera à disposition des publics usagers de la plage pour assurer leur confort et leur installation, notamment des personnes âgées, invitant si nécessaire à sélectionner un emplacement optimal selon l'activité souhaitée.</p> <p>Si aucune place n'était disponible le plagiste disposera d'un process convenu à l'avance pour assurer le meilleur accueil au client potentiel en le renvoyant soit en tranche horaire moins demandée soit en procédant à une réservation.</p>

**Mesures sanitaires mise en œuvre au niveau des matelas parasols et de la restauration**

Le candidat indique que le plagiste aura en charge :

- de vider régulièrement dans la journée les poubelles disposées aux abords de la plage. Au minimum 3 tours seront organisés : le matin, le midi et en fin de journée.
- de veiller toute la journée aux respect des normes sanitaires, des éventuelles distanciations imposées et au respect des codes élémentaires d'hygiène et de respect des autres.

Il explique avoir opté pour un contrat de location fourni par la société Vlaemynck comprenant un nettoyage complet et hebdomadaire de chaque matelas et parasols. La société Vlaemynck procédera aux changements des housses de matelas ainsi que l'installation de nouvelles housses dans le cas de dégradations ou de matériel abîmé. Selon le candidat, La sécurité et surtout la qualité du matériel sera donc selon le candidat, optimale sur le long terme.

Le candidat ajoute que la restauration légère qui sera proposée sur le site profitera de l'expérience et du professionnalisme de l'équipe du restaurant le Bamboo. Les repas élaborés dans le respect des normes d'hygiène élémentaires et par un personnel professionnel et expérimenté.

Le restaurant, attenant à la plage et au lot :

- dispose du matériel nécessaire pour produire cette restauration légère dans le strict respect des normes sanitaires (frigorifère, congélateurs, électroménager de cuisine ...) en parfait état de marche et nettoyé chaque jour en fin de service,
- permettra de ne pas construire de structure lourde sur la plage qui sera exclusivement occupée par des tables et chaises qui pourront être rangées facilement dans le local du Bamboo.

**Dispositions prises lorsque le poste de secours communal est absent ou fermé**

Le candidat indique que lorsque le poste de secours communal sera absent ou fermé il fermera l'accès au matelas et parasols au public. Seule la partie brasserie du Bamboo sera ouverte et accessible au public.

**Plan de renouvellement des équipements en cas d'usure, dégradation, casse.**

La société Vlaemynck avec laquelle le candidat prévoit d'établir un contrat de location des équipements de plage (matelas, parasols) prévoit chaque semaine :

- l'entretien du matériel,
- le remplacement des matelas, housse ou parasols abîmés inutilisables.

	<p><b><u>Modalité d'exploitation des matelas parasols</u></b></p> <p>Le candidat indique proposer un projet cohérent.</p> <p>Par sa complémentarité avec le restaurant le Bamboo et sa capacité d'accueil, de service et l'impact écologique grandement diminué par l'absence d'occupation de la plage par les cuisines ou sanitaires qui se trouvent dans la partie privée du restaurant.</p> <p>Par son offre, en proposant une restauration qui complètera l'offre du restaurant existant, une cuisine d'inspiration régionale intégrant des plats variés dont des recettes végétariennes et vegan afin de satisfaire une clientèle large. La brasserie sera accessible et permettra à chacun de se restaurer et de profiter de boissons diverses.</p> <p>Par son plan d'aménagement global : intégrant une trentaine de matelas et parasols à disposition de la clientèle proposant une ambiance confortable et familiale. Cet aménagement respectera des tranches aérées pour proposer des voies de circulation agréables.</p>
<p><b><u>Analyse</u></b></p>	<p><b><u>Positifs :</u></b></p> <p>Le candidat indique vouloir adapter son accueil et le placement en fonction des types de groupe tout en optimisant la capacité d'accueil.</p> <p>Le candidat anticipe les déconvenues de clients qui n'auraient pas de place en proposant des solutions de replis.</p> <p>Le recours à la location de matelas/parasols qui englobe un nettoyage complet hebdomadaire constitue un point positif qui de surcroît permet de renouveler le matériel plus en régulièrement en cas de dégradation.</p> <p>La proposition de plats variées incluant des plats végétarien et vegan permet de prendre en compte la diversité des attentes culinaires. Le candidat complète l'offre habituel du restaurant avec des plats plus adaptés à la consommation sur la plage.</p> <p><b><u>Perfectibles :</u></b></p> <p>La fréquence hebdomadaire de nettoyage des matelas parasols serait perfectible en période de crise sanitaire.</p> <p><b><u>Négatif :</u></b></p> <p>La proposition du candidat de fermer son lot de matelas et parasols et de poursuivre la restauration légère quand le poste de secours est absent peut être toléré le soir mais ne saurait constituer un mode de fonctionnement normal journalier. En effet la DDTM précise qu'il s'agit d'une activité de bain de mer et que l'activité de restauration légère n'est qu'un accessoire. La DDTM tolère une réduction du nombre de matelas dans les périodes de faible affluence mais un minimum de matelas doit être présent sur le lot de plage. Cette doctrine de l'Etat n'étant pas</p>

	directement explicitée dans le sous-traité l'erreur du candidat est compréhensible et nécessite un échange dans le cadre d'une négociation.
<u>Synthèse</u>	<p>Les propositions faites par le candidat concernant la vision sanitaire, sociale, sécuritaire et commerciale du projet correspondent globalement aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, excepté pour les éléments relatifs aux dispositions prises en journée lorsque le poste de secours communal est absent ou fermer. Cela doit donc faire l'objet d'une négociation afin de s'assurer du respect des exigences de la DDTM en la matière.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>La doctrine de la DDTM relatives à l'exploitation des lots de plage impose que l'activité principale soit le service de bain de mer avec de manière concomitante et accessoire la restauration légère en journée. Une tolérance est toutefois accordée pour un maintien uniquement de la restauration légère dans la soirée.</p> <p>En revanche votre proposition de maintenir uniquement la restauration légère lorsque le poste de secours est absent n'est pas conforme à cette doctrine de l'Etat.</p> <p>En cas de maintien de restauration légère sur le lot de plage, en journée et en l'absence du poste de secours, je vous précise que les matelas parasols doivent être accessibles ainsi que la présence d'un titulaire du BNSSA. Quelles mesures avez-vous prévu pour respecter ces obligations ?</p> <p>En période de crise sanitaire, en complément du nettoyage hebdomadaire des matelas parasols prévoyez des mesures de nettoyage journalières ?</p>
<b>Préservation du domaine et vision environnementale du projet</b>	

Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat pour ne pas générer d'impact sur l'environnement de la plage voir même sur la façon dont il compte contribuer à sa préservation.

- Gestion des déchets et propriété du lot**

Le candidat indique que des poubelles proposant le tri sélectif seront mises à disposition sur la zone des matelas et sur la terrasse, accessibles et d'un volume suffisant pour absorber les déchets des clients et usagers. Elles seront vidées trois fois par jour minimum selon les besoins.

Des cendriers seront proposés aux usagers de la plage pour éviter la présence de déchets.

## Sensibilisation du personnel et des usagers à l'environnement

Le candidat s'engage à sensibiliser ses équipes aux gestes verts éditant le livret « les gestes verts du Bamboo », un dépliant incitant le personnel à avoir les bons gestes sera diffusé, il sera pédagogique et didactique.

Le point de départ : faire un état des lieux

- **Conducting a risk assessment** is a process of identifying and evaluating the risks of a project or activity. It involves identifying potential risks, assessing their likelihood and impact, and developing strategies to manage them.

## Sensibilisation et implication des salariés

- Implémenter le processus de contrôle pour garantir l'atteinte des résultats pour qu'il y ait une prise en compte de l'impact des actions menées.
- Couvrir les autres types de stratégie d'innovation (autres que la recherche et développement) par les actions menées.

Au niveau de la plonge

- Faire respecter la réglementation pour éviter d'augmenter la consommation énergétique
- Faire respecter la réglementation et les normes en matière de sécurité des personnes et des biens
- Faire respecter la réglementation en matière de santé et de sécurité

### Au niveau des équipements

- **Insérer des séquences de dent sur les côtés** et sur chaque dent d'angle (voir).
- **Placer la composition sur denture à l'aide d'un** **point à l'aide d'un pointement** à l'aide d'un

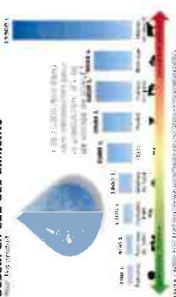
## Récupération de l'eau

- \* Ne pas se fier à la poutre pour les fondations. Le séisme du séisme du séisme, les séismes ont séismé.

Vous êtes châtien

1. The following are the main types of cells found in the human body:
- Epithelial cells: These cells form the outer layer of the body and line internal organs.
  - Connective tissue cells: These cells provide structural support and connect different parts of the body.
  - Muscle cells: These cells are responsible for movement and contraction.
  - Nerve cells: These cells transmit electrical signals throughout the body.
  - Blood cells: These cells are found in the blood and are responsible for oxygen transport and immune response.

## Resolu en eau des aliments



ÉCOLE SUP. DES PRODUITS CHIMIQUES DANGLERS IV

[illegible]



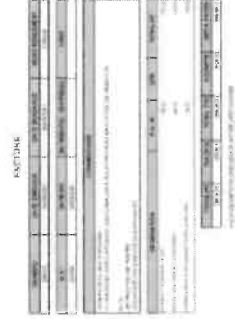


**Le candidat indique :**

- En installant un éclairage avec ampoules **LED performantes**,
- En sensibilisant le personnel aux économies d'énergies : ne pas laisser de matériel en « stand by » mais l'éteindre entre chaque utilisation, éteindre les lumières quand cela est possible... et en favorisant l'achat de matériels électro-ménagers à faible consommation d'énergie,
- En installant des capteurs lumineux dans les zones où cela est possible (exemple : toilettes).



Le site est également équipé d'une double pompe de relevage relié au réseau du tout à l'égout. Le dispositif se trouve dans le restaurant le Bambou ce qui permettra d'éviter l'installation d'une telle pompe sur la plage. La société SAM (Société d'Assainissement Méditerranéenne), intervient régulièrement pour un pompage et un curage des évacuations et des canalisations entretenant l'installation en parfait état (dernière intervention en mai 2021).





**Quiétude de la plage : prévention des nuisances sonores et pollutions visuelles**

Le candidat s'engage à prolonger son activité telle qu'elle existe depuis de nombreuses années. Il souhaite créer une ambiance conviviale, calme, familiale et de ce fait à toujours éviter l'organisation de soirées musicales ou dansantes.

Le candidat indique avoir à cœur de respecter leurs voisins avec lesquels ils entretiennent une relation amicale et cordiale depuis de nombreuses années. Les voisins du restaurant sont des clients réguliers.

La restaurant ne proposera donc qu'une musique d'ambiance à volume restreint lors des repas.

Le candidat s'engage :

- à ne diffuser aucune musique sur la partie matelas afin d'assurer la quiétude de l'ensemble de la plage,
- à veiller au calme et au respect des usagers en encourageants les usagers à ne pas diffuser de musique sur le lot de plage,
- à n'organiser aucune soirée dansante ou musicale (groupe ou DJ) afin de préserver la tranquillité du voisinage et de la plage.

Le candidat indique porter une attention particulière à l'intégration du restaurant le Bamboo dans le site naturel d'exception de la plage du Pradon. La couleur des murs, les matériaux ont été sélectionnés de façon à respecter l'environnement et se marier avec le paysage. Le design intérieur évite toute pollution visuelle évitant les couleurs flashy ou d'autres décorations type drapeaux ou autres supports publicitaires installés pour banaliser le lieu. Le candidat souhaite conserver le caractère intimiste du restaurant et proposer à ses clients l'expérience de « manger dans un petit coin de paradis à Carqueiranne. »

**Intégration paysagère**

Le candidat propose pour le lot dans la continuité du restaurant privé d'installer une décoration végétale éphémère. De créer une ambiance naturelle qui se fonde parfaitement dans l'esprit de la plage du Pradon. La décoration végétale veillera à l'installation d'essence méditerranéennes qui supporteront la proximité avec la mer et qui seront le moins allergènes possibles.

Les matériaux seront sélectionnés pour leur caractère naturel et une couleur qui s'intègre bien dans le site : le plancher éphémère sera en plâtrage bois démontable, d'une couleur très naturelle qui prolongera l'aménagement de la plage sans rupture ni incohérence. Il s'intègre parfaitement entre le

	<p>restaurant le Bamboo et les matelas et parasols à l'image des supports bois que l'on retrouve sur d'autres plages aménagées.</p> <p>Aucun élément non naturel type béton ne sera installé sur le site de la plage.</p> <p>Le candidat ajoute que devant cette terrasse, le restaurant le Bamboo profitera d'un aménagement de son intérieur proposant l'installation d'un bar qui permettra à chacun de pouvoir profiter du site au maximum et de délimiter l'accès aux cuisines. Ils ont fait plusieurs devis pour réaliser un bar qui privilégiera les matières naturelles pour favoriser l'insertion du restaurant dans le site et sa parfaite complémentarité avec la terrasse attenante.</p> <p><b><u>Prévention des nuisances liées aux livraisons et à l'enlèvement des déchets</u></b></p> <p>Le candidat explique que pour éviter les nuisances liées aux livraisons, elles seront concentrées exclusivement entre 8h et 10h du matin.</p> <p>Il ajoute que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'enlèvement des déchets s'effectuera comme à chaque saison par les services de la Métropole à l'aide de containers fournis à cet effet.</li> <li>- et que les équipes sensibilisées respecteront scrupuleusement le tri sélectif des containers mis à disposition ainsi que les horaires de relève.</li> </ul> <p><b><u>Modalités de libération du domaine public maritime en fin de journée.</u></b></p> <p>Le candidat indique que l'activité de matelas et parasols est parfaitement compatible avec celle du restaurant qui profitera de son espace de 37 m² pour stocker chaque fin de journée le mobilier mis à disposition des clients. Les tables et les chaises qui seront installées sur la terrasse éphémère devant le restaurant profiteront également de cet espace de rangement.</p> <p>A chaque fin de saison le mobilier de plage (matelas, transat, parasol ...) sera récupéré par la société location Vlaemynck et ne sera pas entreposé sur le site. De même, les chaises, les tables, le plancher éphémère de la terrasse seront stockés dans le garage personnel de M. LAURENT, gérant de la SDF au 19 chemin des Vieux Roubauds à Carqueiranne, de sorte à ce que le site puisse être le moins encombré possible hors saison.</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><u>Analyse</u></p>	<p>Le candidat a bien pris en compte tous les aspects de ce critère.</p> <p><u>Positifs :</u></p> <p>La gestion des déchets est complète avec une fréquence importante.</p> <p>Les mesures prises en matières de sensibilisation du personnel et des usagers sont très satisfaisantes et détaillées avec notamment la production d'un dépliant pédagogique.</p> <p>La gestion des fluides est particulièrement bien détaillée et adaptée et devrait permettre de réduire les consommations.</p> <p>La présence du restaurant privé à proximité facilite la gestion énergétique et des fluides.</p> <p>Concernant la prévention des nuisances sonores, les propositions faites par le candidat montrent sa vigilance sur ce point et sa volonté de ne pas impacter le voisinage.</p> <p>L'utilisation d'une décoration végétale avec des essences méditerranéennes adaptée à la proximité de la mer et non allergène est une bonne proposition dès lors qu'aucune implantation directement dans le sable ne soit prévue et que les aménagements sur la zone matelas parasols seront retirés le soir.</p> <p>La possibilité de rangement du matériel à proximité dans le restaurant est un point positif. Toutefois, cela mérite d'être confirmé lors de la négociation car l'opération semble très contraignante pour l'exploitant.</p> <p><u>Perfectibles :</u></p> <p>Les éléments relatifs aux nuisances visuelles ne sont pas suffisamment détaillés et concernent principalement le restaurant et non le lot. En effet, il est bien question de l'absence de flammes publicitaires toutefois il n'est pas fait mention de l'absence de nuisances lumineuses.</p> <p><u>Négatifs :</u></p> <p>L'absence d'information concernant le nettoyage de la partie sable de la plage.</p>
<p><u>Synthèse</u></p>	<p>Les propositions faites par le candidat concernant la préservation du domaine et vision environnementale du projet correspondent aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.</p>
<p><u>Point de négociation :</u></p>	<p>Pouvez-vous préciser les modalités d'éclairage sur votre lot de plage et l'impact visuel sur cet espace naturel.</p>

	<p>Confirmez-vous que tous les soirs à la fermeture, votre personnel rangera l'ensemble du matériel dans le restaurant au lieu du stockage possible sur la plage. Et si non, indiquez ou se ferait le stockage sur la plage.</p> <p>Vous proposez la mise d'une décoration végétale. Confirmez- nous qu'aucun végétal ne sera planté directement dans le sable de plage et que tous les éléments de décoration et de délimitations de la partie matelas parasols seront retirées de la plage tous les soirs.</p> <p>Pouvez-vous nous préciser les modalités d'entretien de la partie sable de la plage.</p>
<p><b><u>Conclusion critère 1 : qualité du service rendu aux usagers</u></b></p> <p>La proposition du candidat répond globalement aux attentes de la Métropole en matière de qualité de service rendu aux usagers sous réserve de la réponse apportée par ce dernier lors de la phase de négociation et principalement sur la question des dispositions prises lorsque le poste de secours communal est absent ou fermé qui doit impérativement répondre aux exigences de la DDTM.</p>	

<b>Critère 2 : Qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés</b>	
<b>L'organisation de l'exploitation</b>	
<p><u>Elément de l'offre du candidat</u>  <i>Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant l'organisation temporelle et humaine de son activité notamment son amplitude et sa cohérence avec son projet.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Période d'exploitation du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse) avec date de démarrage et de fin. Si le candidat prévoit de distinguer des périodes de haute et basse saison dans son mode d'exploitation, il précisera les dates correspondant à ces différentes périodes.</li> <li>○ Amplitude horaire journalière Heures d'ouverture et de fermeture du lot (lot matelas/parasols, local cuisine et terrasse « pieds dans le sable »)</li> <li>○ Les effectifs employés, les qualifications : Nombre de personnes, les fiches de poste ou les qualifications qui seront demandées aux salariés y compris BNSSA</li> </ul>	<p><b><u>Période d'exploitation du lot</u></b></p> <p>Le candidat indique qu'en saison et parce que la sécurité de ses clients est l'une de ses priorités, l'exploitation et donc l'ouverture du lot se feront uniquement lorsque le poste de secours municipal sera ouvert et assurera la sécurité de la plage, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Basse saison, du 12 mai au 9 juin : ouverture le lundi, mercredi, samedi, dimanche et jours fériés de 10h à 18h – cinq agents BNSSA</li> <li>- Pleine saison, du 12 juin au 31 août : ouverture 7j/7j de 10h à 19h douze sauveteurs seront présents (roulement par équipe de 6).</li> </ul> <p>L'activité du restaurant et donc l'exploitation de la terrasse respectera les dates prévues par la mise en concession du 1<sup>er</sup> mars au 31 octobre, montage et démontage compris.</p> <p><b><u>Amplitude horaire journalière</u></b></p> <p>Le candidat indique que le lot matelas et parasol sera accessible lorsque le poste de sécurité sera en fonction.</p> <p>La cuisine et la terrasse proposeront un service journalier de 9h à 1h avec un service de brasserie, glaces et boissons.</p> <p>Le candidat précise que l'expérience des précédentes années d'activité des matelas sur la plage du Pradon lui a permis d'affiner ses horaires pour satisfaire un maximum de clients : les repas seront servis de 12h à 15h et de 19h à 23h.</p>

	<p><b><u>Les effectifs employés, les qualifications</u></b></p> <p>Les effectifs de l'établissement sont les suivants :</p> <p>Les exploitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Eric LAURENT</b></li> <li>- <b>Stéphane LAURENT</b></li> </ul> <p>La cuisine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Sylvain Wagner – Chef de cuisine – 5<sup>ème</sup> saison au Bamboo</b></li> <li>- <b>Maxime Martinez – 2<sup>nd</sup> de cuisine – 3<sup>ème</sup> saison au Bamboo</b></li> </ul> <p>En salle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Stéphanie Laurent – Responsable de salle – 9<sup>ème</sup> saison au Bamboo</b></li> </ul> <p>Personnel supplémentaire en haute saison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>1 commis en cuisine</b></li> <li>- <b>1 plongeur en cuisine</b></li> <li>- <b>4 serveurs</b></li> </ul> <p>Par ailleurs, le candidat indique qu'un employé sera recruté pour la plage.</p> <p>Le candidat s'engage à employer une personne ayant une expérience et des compétences en matière d'accueil des usagers. La personne devra également présenter des capacités d'organisation et d'autonomie.</p>
<p><b><u>Analyse</u></b></p>	<p><b>Le candidat a bien pris en compte tous les aspects de ce critère.</b></p> <p><b><u>Positifs :</u></b></p> <p><b>L'amplitude horaire proposé est satisfaisante.</b></p> <p><b>Du fait de la mobilisation des équipes du restaurant, les effectifs pour la restauration sont très importants.</b></p>

	<p><u>Négatifs :</u></p> <p>Le candidat propose une ouverture du lot matelas et parasols que lorsque le poste de secours est présent.</p> <p>Bien qu'il propose une exploitation optimale de l'activité de restauration légère sur toute la période d'exploitation, cela ne sera pas possible sans exploiter également les matelas parasols comme l'exige la doctrine de la DDTM. Par ailleurs, le montage et le démontage du lot doit être prévu dans la période d'exploitation.</p> <p>Le candidat ne mentionne qu'un seul employé plagiste, ce qui pose problème lors de la haute saison compte tenu de l'amplitude horaire proposée et des jours d'ouverture prévus (tous les jours) en matière de respect des dispositions législatives en terme de temps de travail et de repos hebdomadaire à part si les serveurs assurent le remplacement pendant ses périodes de repos.</p> <p>Pas de fiches de poste et de détail des qualifications du personnel mais le nombre de personnel et le type de mission est cohérent hormis l'unique plagiste.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Les propositions faites par le candidat concernant l'organisation de l'exploitation et doivent être précisées notamment au regard concernant le nombre de personnes affectés à la gestion directe de la plage et l'exploitation de restauration légère sans matelas qui a déjà fait l'objet d'une remarque et d'une question dans le critère précédant.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Vous indiquez ne recruter qu'un seul employé pour la plage. Quelle organisation avez-vous prévu de mettre en place afin de garantir le respect du temps de travail tout en maintenant l'accueil des usagers sur le lot ?</p> <p>Vous indiquez commencer à exploiter du 1<sup>er</sup> mars au 31 octobre. Confirmez-nous que le montage et le démontage du lot seront bien réalisés durant la période d'exploitation et non avant et ni après.</p>

Les moyens matériels et les modalités d'aménagement du lot

Elément de l'offre du candidat :  
Ce sous-critère vise à juger la proposition du candidat concernant les moyens matériels et leur cohérence avec son projet et avec les caractéristiques du lot de plage et de la concession de plage).

- Liste, visuels et fiches techniques à minima des baignoires, parasols et matériel de délimitation
- Les modalités d'aménagement du local cuisine et de la « terrasse »

Listes, visuels et fiches techniques


L'ensemble des mobiliers proposés par Viaemynck :

- PARK - CHAISE - 60 exemplaires TAUPE POLYPROPYLENE
- PLATEAU TABLE - 30 exemplaires DIVERS - STRATI COMPACT COL DIVERS




- SYDNEY-PIETEMENT 4 BRANCHES - 30 exemplaires - PLIANT ANTHRACITE SATINE
- IBIZA - TABLE BASSE 45X45 - 15 exemplaires - TECK MASSIF NATUREL

TABLE BASSE 45 X 45 cm



STRUCTURE (teck massif naturel)  
TECK NATUREL ref. V530100

CARACTÉRISTIQUE :  
- Placé sur à l'air libre



45 cm  
45 cm  
38 cm

5,5 kg

- PIQUE - CORNIERE 35X35 - 15 exemplaires - MAT 22-25 MM - H120 GALVANISE
- PIQUE - PARAVENT - 6 exemplaires - RENFORCE GALVANISE
- PARAVENT TOILE 500X100 - 1 exemplaire - GOUSSET TOUS LES M COL ECRU AVEC PERSONNALISATION
- CHARLOTTE TAMIS LARGEUR 80 - 1 exemplaire - ACIER INOX



- BAIN DE SOLEIL IBIZA - 30 exemplaires - TECK MASSIF NATUREL, TOILE COL TAUPE

BAIN DE SOLEIL



STRUCTURE : Teck massif naturel

● Teck naturel (réf. 5209140)

CARACTÉRISTIQUES :

- Ergonomie : réglable 15 positions de dossier, dont une 100% à plat
- Profils de l'assise et du dossier en aluminium brossé



HABILITAGE : toile technique d'extérieur

● TAUPE

- PARSL INOX EZ D180 - 15 exemplaires - MAT 25 TRESSE, COL ECRU



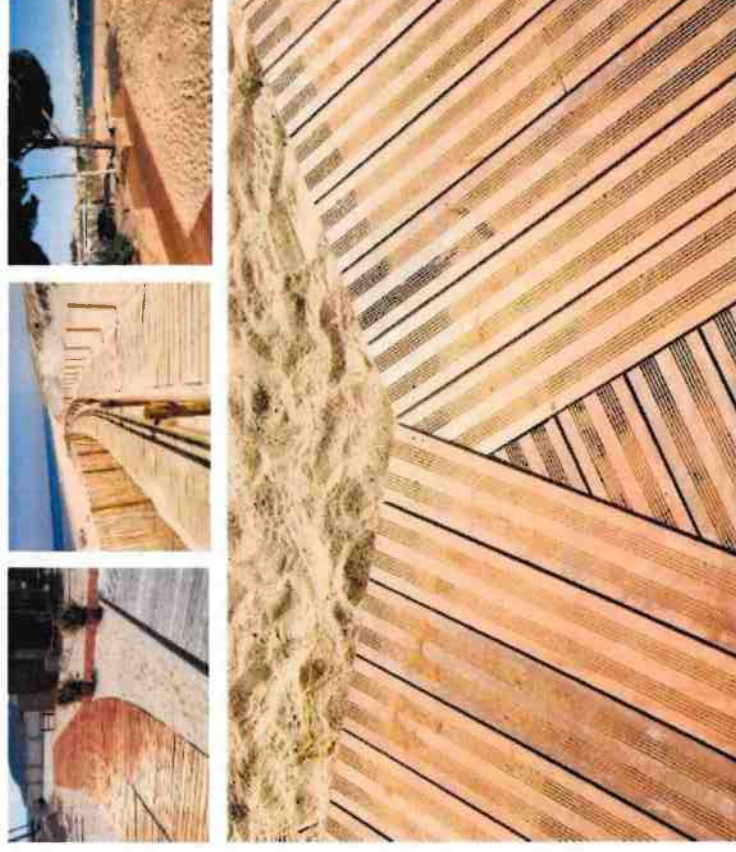
- CHAISE TARGA TAUPE - 60 exemplaires
- PIETEMENT 4B BASC NOIR - 30 exemplaires
- PLATEAU CO/70X70 DECOR A PRECISER - 30 exemplaires

**Les modalités d'aménagement du local cuisine**

Le candidat indique que la terrasse étant le prolongement du restaurant le Bamboo, la cuisine sera intégrée au restaurant et ne sera pas installée sur la terrasse.

La terrasse sera exclusivement destinée à l'installation de tables et chaises pour consommer l'activité du restaurant.

L'aménagement de la terrasse sera en platelage en bois démontable avec 25 tables et 50 chaises.



**Analyse**

	<p><u>Positifs :</u></p> <p>Le matériel proposé, notamment la gamme IBIZA (bain de soleil et table basses) en teck, ainsi que les parasols dans des tons écru est cohérent avec les propositions du candidat en terme d'intégration paysagère. Il en de même des chaises targa.</p> <p>La présence de la cuisine du restaurant à proximité est un point positif car cela évite l'installation d'une cuisine éphémère ou d'un comptoir et donc une optimisation des capacités d'accueil.</p> <p><u>Perfectibles :</u></p> <p>Le nombre très important de tables (60 au total) est surdimensionné par rapport à la surface de la terrasse, soit 67 m².</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Les propositions faites par le candidat correspondent globalement aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cependant des précisions doivent être apportées dans le cadre de la négociation au regard du nombre de tables très importantes prévues par le candidat alors qu'elles ne pourront être déployées que sur la terrasse.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Vous présentez dans votre offre la liste du matériel que vous envisagez d'acheter ou de louer. Il apparaît ainsi, l'acquisition de 60 tables. Pouvez-vous nous justifier le nombre de tables prévus par rapport à la surface de 67m2 de terrasse et nous confirmer que vous ne mettrez pas de tables et de chaises sur la zone dédiée exclusivement au matelas parasols.</p>
<p><b><u>Conclusion critère 2 : qualité et cohérence de l'offre au plan technique et organisationnel par rapport au projet : moyens humains et matériels affectés</u></b></p> <p>La proposition du candidat en matière de qualité et de cohérence au plan technique et organisationnel par rapport au projet présente des incohérences nécessitant un complément d'information sur ces différents aspects et ne semble donc pas correspondre aux attentes de la Métropole.</p>	

### Critère 3 : la Valeur Financière

#### **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel**

Elément de l'offre du candidat  
La cohérence dans les investissements et leur amortissement au regard de la durée du sous-traité d'exploitation du lot de plage et de la concession de service sera évaluée à partir du cadre de Compte d'exploitation prévisionnel complété par le candidat. Préciser le détail des investissements

#### ***Cohérence dans les investissements et leurs amortissements***

Le candidat indique que La SDF FROSINI LAURENT existe depuis de nombreuses années et exploite depuis sa création un restaurant dénommé le Bamboo sur la plage du Pradon.

Il ajoute que l'activité de terrasse et de location de matelas parasols va se rajouter à l'activité déjà existante, à savoir :

- la mutualisation des espaces de rangement,
- l'existence d'un bar et d'une cuisine dans l'enceinte du restaurant ce qui évitera toute construction sur le sable,
- la présence d'un réseau et d'une pompe d'évacuation.

Il explique que l'investissement ciblé est complémentaire à l'activité déjà en place et viendra compléter l'offre.

Ces investissements seront les suivants :

- des chaises et des tables,
- un parquet neuf pour la terrasse extérieure,
- du matériel pour l'agencement divers dont les plantes et des meubles décoratifs ou de rangement,
- la mousse des matelas, les piquets des parasols et un paravent.

Pour l'établissement du présent prévisionnel, le candidat indique ne pas avoir tenu compte du chiffre d'affaires pouvant être réalisée sur la partie actuelle du restaurant (à savoir une terrasse à l'étage), et n'a pas non plus intégré le loyer du local et de la location gérance du restaurant pour un montant minimum de 19 000 euros).

LE CEP est le suivant :

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL SYNTHETIQUE  
PLAGE DU PRADON - CARQUEIRANNE - LOT 1

Cases à compléter

Les montants ci-dessous sont exprimés sans TVA

	PLAGE DU PRADON - CARQUEIRANNE LOT 1						%
	1	2	3	4	5	6	
ANNEES D'EXPLOITATION							
<b>1. Chiffre d'affaires</b>	258 989	253 000	257 000	302 000	308 000	319 000	1 778 480
- Restauration (120 Jrs)	253 000	257 000	280 000	285 000	290 000	300 000	1 675 000
- Matelas / Parasols (56 Jrs)	15 480	16 000	17 000	17 500	18 000	19 000	102 980
- Autres produits	0	0	0	0	0	0	0
<b>2. Coûts directs</b>	70 900	74 760	78 500	78 500	81 200	78 000	453 240
- Achats de Marchandises	70 900	74 760	78 500	78 500	81 200	78 000	453 240
- Autres achats							0
<b>A. MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (1-2)</b>	188 089	178 240	178 500	223 500	226 800	241 000	1 315 240
<b>VALEUR AJOUTEE (1-2)-3</b>	168 136	177 983	187 876	191 750	195 440	208 835	1 130 026
<b>3. Biens et services divers</b>	28 864	30 286	30 435	30 800	31 350	32 165	185 214
- Services extérieurs	16 864	17 153	17 435	17 600	17 835	18 165	105 064
- Locaux (loyers, charges, etc...)							0
- Redevances (... & + ... % CA)	5 864	7 000	7 145	7 200	7 255	7 362	42 834
- Assurances, honoraires et frais	3 000	3 050	3 080	3 100	3 200	3 300	18 730
- Contrats, abonnements, entretiens & réparations	7 000	7 100	7 200	7 300	7 400	7 500	43 500
- Autres / non réparti							0
<b>Fournitures consommables</b>	13 000	13 100	13 200	13 350	13 500	14 000	80 150
- Eau, électricité, gaz et chauffage	5 000	5 100	5 200	5 300	5 400	5 500	31 500
- Produits entretien, fourn bureau, gèterie fourniture...	7 000	7 000	7 000	7 050	7 100	7 200	42 350
- Autres	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	6 000
<b>4. Rémunération et Charges sociales</b>	148 000	151 200	151 000	153 000	154 000	159 000	915 000
- Salaires Bruts	148 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	900 000
- Charges sociales	30 000	31 200	32 000	33 000	36 000	39 000	202 900
- Autres impôts et taxes (hors I.S.)				0			0
<b>5. Amortissements</b>							0
<b>B. CHARGES D'EXPLOITATION (3+4+5)</b>	180 699	186 290	192 960	199 585	212 590	226 000	1 198 124
<b>EBE (1-2)-(3+4)</b>	22 136	28 763	30 375	27 500	19 000	18 835	148 136
<b>C. RESULTAT D'EXPLOITATION (A-B)</b>	17 301	21 950	25 540	23 115	14 210	15 000	117 116
<b>6. Produits financiers</b>							0
<b>7. Charges financières</b>							0
<b>D. RESULTAT BRUT - AVANT IMPOTS (C+6-7)</b>	16 940	21 653	25 306	22 947	14 107	14 964	115 917
<b>CAE (100€=1)</b>	24 775	36 183	38 141	27 782	18 543	19 785	144 867
<b>8. Impôts sur le résultat</b>							0
<b>RESULTAT NET</b>	16 940	21 653	25 306	22 947	14 107	14 964	115 917
	6.3%	7.7%	5.5%	7.6%	4.6%	4.7%	5.5%

Entreprise non soumise à l'impôt sur les sociétés  
La rémunération et les charges sociales des associés sont comprises dans la marge brute

Analyse

Le compte d'exploitation (CEP) du candidat présente CA prévisionnel 1.778.480€ pour les 6 ans d'exploitation. Ce montant paraît élevé par rapport à l'estimatif de la Métropole, en effet la proposition faite par le délégataire permet d'utiliser une cuisine et du matériel située sur une partie privée à proximité du lot de plage, ce qui permet de proposer de la restauration légère à la place du snacking. Cette optimisation permet également de libérer un espace

	<p>supplémentaire sur la terrasse pour l'installation des clients et de ne pas le dédier à l'installation d'un lieu de production et de stockage. Cela doit toutefois être précisé par le candidat.</p> <p>Le montant des investissements prévus est de 29 010 euros répartis sur 6 ans, soit un amortissement de 4 835 € par an est bien inscrit au CEP.</p> <p>Les charges de personnel représentent environ 46 % du CA ce qui est cohérent.</p> <p>Le résultat net projeté par le candidat est bien positif sur tous les exercices et représente 6,9% du CA.</p>
<u>Synthèse</u>	La proposition faite par le candidat présente correspond aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, mais demande des précisions.
<u>Point de négociation :</u>	Vous indiquez ne pas tenir compte du CA du restaurant actuel dans votre proposition, confirmez-vous cette information ? veuillez nous expliciter les projections vous permettant d'estimer ce chiffre d'affaires. Si vous adaptez votre offre sur ce point, veuillez fournir un nouveau CEP modifié en ce sens.
<b>Montant de la redevance variable proposé</b>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u> Le taux de redevance variable proposé par le candidat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur l'ensemble de la durée d'exploitation et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée des contrats.	<p>La redevance pour le lot de plage est composé d'une part fixe et d'une part variable. La proposition du candidat est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une part fixe forfaitaire de 4 175 euros versée chaque année,</li> <li>- une part variable de 1% du chiffre d'affaires annuel global réalisé pendant la période, et qui ne saurait être inférieur à 1%.</li> </ul>
<u>Analyse</u>	La proposition du candidat pour la part variable correspond au minimum, soit 1%.
<u>Synthèse</u>	La proposition est acceptable
<u>Point de négociation :</u>	Pouvez-vous nous proposer une offre optimisée ?



La politique tarifaire																												
<div>Elément de l'offre du candidat</div> <div>Appréciée au regard :</div> <div><div><div>○ De la cohérence des tarifs de l'activité location de matelas parasols avec le projet proposé.</div><div>○ De la diversité des tarifs et de la cohérence des tarifs de l'activité de restauration et de leur adéquation avec le projet proposé.</div></div></div>	<div>Cohérence et diversité des tarifs :</div> <div>Le candidat propose les tarifs suivant :</div> <div><div>- Tarifs pour l'exploitation des matelas/parasols :</div><table><thead><tr><th rowspan="2">ACTIVITES</th><th colspan="2">Matelas simple</th><th colspan="2">1 Matelas + 1 Parasol</th><th colspan="2">2 Matelas + 1 Parasol</th></tr><tr><th>€ HT</th><th>€ TTC</th><th>€ HT</th><th>€ TTC</th><th>€ HT</th><th>€ TTC</th></tr></thead><tbody><tr><td>DEMI-JOURNEE</td><td></td><td></td><td>6.67</td><td>8</td><td></td><td></td></tr><tr><td>JOURNEE</td><td></td><td></td><td>11.67</td><td>14</td><td></td><td></td></tr></tbody></table><div>Les matelas/parasols sont mis à disposition des usagers à la demi-journée ou à la journée.</div></div> <div>Concernant la partie restauration</div> <div>Le candidat indique que les tarifs du restaurant seront les mêmes que ceux déjà pratiqués dans le restaurant privé pour un panier moyen de 25 € par client. La carte du restaurant actuelle propose :</div>	ACTIVITES	Matelas simple		1 Matelas + 1 Parasol		2 Matelas + 1 Parasol		€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC	DEMI-JOURNEE			6.67	8			JOURNEE			11.67	14		
ACTIVITES	Matelas simple		1 Matelas + 1 Parasol		2 Matelas + 1 Parasol																							
	€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC																						
DEMI-JOURNEE			6.67	8																								
JOURNEE			11.67	14																								



*Le Bamboe*

*Carla do vin*

[illegible]

*Leptotheca*

[illegible]



*Pauline*

CR-10 • 1000 series 250g (Calipers, Model CR-1000) • 1659

## La Sabiduría

[illegible]

Amount paid: 10.00

Great thanks to Hans-Joachim Roedelius for providing access to the files of the Musikwissenschaftliches Institut der Universität Bonn.

*Les produits de la mer*

[illegible]

*La vicaria*

[illegible]

James M. Smith

<p> <b>FRAGILITÉS AUX FRUITS DE MER</b>..... </p>	<p> <b>34 000 €</b> </p>
---------------------------------------------------	--------------------------

## Les cocktails

[illegible]

*Diego*

Country	Year	Value
CHINA	1990	8,000
CHINA	1991	8,000
CHINA	1992	8,000
CHINA	1993	8,000
CHINA	1994	8,000
CHINA	1995	8,000
CHINA	1996	8,000
CHINA	1997	8,000
CHINA	1998	8,000
CHINA	1999	8,000
CHINA	2000	8,000
CHINA	2001	8,000
CHINA	2002	8,000
CHINA	2003	8,000
CHINA	2004	8,000
CHINA	2005	8,000
CHINA	2006	8,000
CHINA	2007	8,000
CHINA	2008	8,000
CHINA	2009	8,000
CHINA	2010	8,000
CHINA	2011	8,000
CHINA	2012	8,000
CHINA	2013	8,000
CHINA	2014	8,000
CHINA	2015	8,000
CHINA	2016	8,000
CHINA	2017	8,000
CHINA	2018	8,000
CHINA	2019	8,000
CHINA	2020	8,000
CHINA	2021	8,000
CHINA	2022	8,000
CHINA	2023	8,000
CHINA	2024	8,000
CHINA	2025	8,000
CHINA	2026	8,000
CHINA	2027	8,000
CHINA	2028	8,000
CHINA	2029	8,000
CHINA	2030	8,000
CHINA	2031	8,000
CHINA	2032	8,000
CHINA	2033	8,000
CHINA	2034	8,000
CHINA	2035	8,000
CHINA	2036	8,000
CHINA	2037	8,000
CHINA	2038	8,000
CHINA	2039	8,000
CHINA	2040	8,000
CHINA	2041	8,000
CHINA	2042	8,000
CHINA	2043	8,000
CHINA	2044	8,000
CHINA	2045	8,000
CHINA	2046	8,000
CHINA	2047	8,000
CHINA	2048	8,000
CHINA	2049	8,000
CHINA	2050	8,000
CHINA	2051	8,000
CHINA	2052	8,000
CHINA	2053	8,000
CHINA	2054	8,000
CHINA	2055	8,000
CHINA	2056	8,000
CHINA	2057	8,000
CHINA	2058	8,000
CHINA	2059	8,000
CHINA	2060	8,000
CHINA	2061	8,000
CHINA	2062	8,000
CHINA	2063	8,000
CHINA	2064	8,000
CHINA	2065	8,000
CHINA	2066	8,000
CHINA	2067	8,000
CHINA	2068	8,000
CHINA	2069	8,000
CHINA	2070	8,000
CHINA	2071	8,000
CHINA	2072	8,000
CHINA	2073	8,000
CHINA	2074	8,000
CHINA	2075	8,000
CHINA	2076	8,000
CHINA	2077	8,000
CHINA	2078	8,000
CHINA	2079	8,000
CHINA	2080	8,000
CHINA	2081	8,000
CHINA	2082	8,000
CHINA	2083	8,000
CHINA	2084	8,000
CHINA	2085	8,000
CHINA	2086	8,000
CHINA	2087	8,000
CHINA	2088	8,000
CHINA	2089	8,000
CHINA	2090	8,000
CHINA	2091	8,000
CHINA	2092	8,000
CHINA	2093	8,000
CHINA	2094	8,000
CHINA	2095	8,000
CHINA	2096	8,000
CHINA	2097	8,000
CHINA	2098	8,000
CHINA	2099	8,000
CHINA	2100	8,000
CHINA	2101	8,000
CHINA	2102	

*Boissacra chondris*

CAR ACQUISITION ROUTE	1999	2000	2001	2002
THE CAR DEALER	40.0%	40.0%	40.0%	40.0%
FROM A PRIVATE PARTY	40.0%	40.0%	40.0%	40.0%
FROM ANOTHER SOURCE	40.0%	40.0%	40.0%	40.0%

*Mea glans elongata - Mann.*

[illegible]

*Digest glass.*

VALLEJO, J. - carton dessin, papier de soie	10,00 €
KERNER, R. - glace marbrée chocolat, Cal 27	10,00 €
COLOMBI, L. - carton original, papier	10,00 €
ST. DOMINGUE, S. - glace mangia et rhum	10,00 €

Mr. Davis

PASTIS AU CHOCOLAT	2,60
PASTIS AU CITRON	2,60
PROCHÉLÈS	2,60
Choux, trois variétés, chocolat d'élite, Champs-Élysées	2,60
SOUFFLÉ GRAND GRAND MARIAGE	2,50
VERMOREL GLACÉ citron meringue	2,50
MAISON LA CIGNE moules de la mer	2,50
MAISON LA CIGNE moules de la mer	2,50
CAFFÈ GOURMAND DU BOYARD	2,50

Le candidat précise que la carte sera adaptée pour proposer des formules pour les clients de la plage avec notamment des salades variées qui seront renouvelées régulièrement. Cette carte, encore en travail, proposera :

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assiette de frites – 4,50€</li> <li>- Salade Caesar poulet – 11€</li> <li>- Poke bowl Veggie – 20€</li> <li>- Poke Bowl Saumon - 21€</li> <li>- Poke Bowl Thon – 22€</li> <li>- Tataki de thon aux 2 sésames – 24€</li> <li>- Tataki de thon et avocat – 24€</li> <li>- Salade de fruits frais – 8€</li> <li>- Crème brûlée – 8€</li> <li>- Panna Cotta fruits rouges – 8€</li> <li>- Tiramisu – 9€</li> <li>- Fondant au chocolat – 9€</li> </ul> <p>Des glaces seront également proposées avec des coupes au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 boule – 3€</li> <li>- 2 boules – 6€</li> <li>- 3 boules – 9€</li> <li>- Supp chantilly – 0,50€</li> </ul>
<u>Analyse</u>	<p>Les tarifs de restauration légère correspondent aux tarifs pratiqués dans les établissements similaires du territoire. Avec une offre spécifique pour la terrasse et la possibilité de commander également sur la carte du restaurant. Les prix des plats varient entre 15 et 27 €. Les boissons sans alcool sont en moyenne à 3.5 € et les prix des boissons alcoolisées commencent à 2 € (la bière).</p> <p>Les tarifs de la location matelas parasols correspondent aux tarifs pratiqués sur les lots de matelas/parasols de la Métropole.</p>
<u>Synthèse</u>	Les propositions faites par le candidat correspondent aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
<u>Point de négociation :</u>	Sans objet
<b>La traçabilité financière de la gestion du lot de plage</b>	


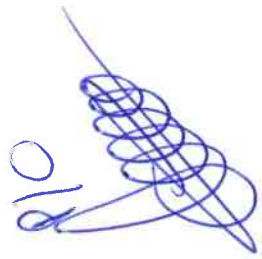
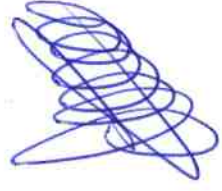
<p><u>Elément de l'offre du candidat</u></p> <p>Modalités de gestion financière du lot (carnet à souches, logiciel, caisse enregistreuse, etc.).</p>	<p><b>Modalités de gestion financière</b></p> <p>Le candidat indique disposer d'une caisse enregistreuse permettant d'organiser l'ensemble des prises de commande et l'édition de factures.</p> <div data-bbox="403 846 699 1048" data-label="Image"> </div> <p>La caisse TOWA TF 10 2 reporting dispose d'un écran tactile et permet entre autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'édition de résultats en temps réel,</li> <li>- L'export des données au format défini par la législation fiscale,</li> <li>- Les états récapitulatifs de date à date,</li> <li>- L'édition par tranche horaire,</li> <li>- La programmation d'automatismes,</li> <li>- La mise à jour à distance.</li> </ul> <p>Le candidat indique qu'il pourra distinguer les revenus des deux sites.</p> <p>Les moyens de paiement seront identiques pour les deux sites : carte bleue, espèces ou chèques.</p>
<p><u>Analyse</u></p>	<p><b>Le matériel dont dispose le candidat permet de saisir les opérations relatives à l'exploitation du lot et permet d'isoler les revenus du lot de celle du restaurant privé.</b></p>

	Le candidat précise que les moyens de paiement sont identiques pour sa partie privée et sur le lot de plage et mentionne la carte bleue or la carte du restaurant fournie précise que la carte bleue n'est pas acceptée. Le candidat doit donc préciser sa position sur ce point.
<u>Synthèse</u>	La proposition faite par le candidat correspond aux attentes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
<u>Point de négociation :</u>	<p>Vous indiquez pouvoir séparer les comptes de vos activités. Pouvez-vous nous confirmer que vous serez en capacité de nous fournir le CA séparé de la partie restauration légère et location de matelas parasols de la partie restauration privée dans le cadre du rapport annuel que vous devrez nous fournir.</p> <p>Vous indiquez accepter les paiements par carte bleue alors que sur la carte du restaurant que vous avez communiqué il est indiqué qu'elles ne sont pas acceptées. Pouvez-vous nous préciser laquelle des deux options vous allez appliquer.</p>
<p><b><u>Conclusion critère 3 : valeur financière</u></b></p> <p>La proposition du candidat sur le volet financier nécessite des précisions quant à l'estimation du chiffre d'affaires estimatif du candidat.</p> <p>La proposition de redevance est acceptable et à confirmer par le candidat ainsi que les modalités de différenciation du CA du lot concédé par rapport à son établissement privé attenant et de paiement pour les clients.</p>	

## **V - CONCLUSION**

Il est proposé aux membres de la Commission d'admettre à négocier le candidat suivant :

**Candidat 1 : SDF FROSINI-LAURENT**

<p>Chef de service</p> <p>Raphaël ROBERT</p>	<p>Directeur</p> <p>Alain AUREZ</p>	<p>Directeur Général Adjoint</p> <p>Christine MORICE</p>
		





**SOUS-TRAITE D'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 PLAGE DU PRADON DE CARQUEIRANNE**

Pour la procédure de mise en concurrence préalable à la désignation des sous-traitants de la concession de plage, qui ont la qualité de délégataires de service public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exercera librement les prérogatives imparties à l'autorité délégante fixées par l'ordonnance N° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession et par les articles L1411-1 et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour pouvoir être visés au titre de l'accord préalable par le Préfet conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des charges de la concession, les contrats de sous-traitance devront respecter les dispositions dudit cahiers des charges.

**ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU CONCESSIONNAIRE ET DU SOUS-TRAITANT**

1.1 Le présent sous-traité, établi conformément à l'acte de concession de la plage naturelle du PRADON à Carqueiranne accordé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée par arrêté préfectoral du 04 février 2021, est passé :

entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (concessionnaire), représentée par Monsieur le Président Hubert FALCO,

et

Pour une personne physique ou un groupement de personnes physiques

- Nom(s), Prénoms :
- Date(s) et lieu(x) de naissance :
- Domiciliation(s) :
- Téléphone(s) :

Pour un groupement de personnes physiques préciser la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation:

- Nom, Prénom(s) :
- Date et lieu de naissances :
- Domiciliation :

Pour une personne morale

Agissant au nom et pour le compte de la société ou groupe de personnes physiques défini à l'article R.2124-33 du code général de la propriété des personnes publiques relatif aux concessions de plage :

Forme juridique et nom de la société (joindre les statuts de la société) : SDF FROSINI - LAURENT

- au capital de : ✓
- siège social : LE BAMBOO Quartier de Pradon 83320 Carqueiranne
- Téléphone : 06-82-16-74-86

Représentée par :

- Nom, Prénom(s) : Eric LAURENT
- Date et lieu de naissances : 4 octobre 1965 - Hyères
- Domiciliation : 19 Chemin des Vieux ROUBAUDS 83320 Carqueiranne

Immatriculée à l'INSEE:

- Numéro d'identité d'établissement (SIRET) : 531 809 820 000 16
- code activité économique principal (APE) : 56.10 A
- n° d'inscription au registre du commerce et des sociétés : 531 809 820



(Remplacer s'il y a lieu, « registre de commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers »).

Préciser la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation:

- Nom, Prénom(s) : Eric LAURENT
- Date et lieu de naissances : 4 octobre 1965 - Hyères
- Domiciliation : 19 chemin des Vieux Roubauds 83320 Carqueiranne

Ce sous-traité, purement et rigoureusement personnel (« *intuitu personæ* »), est attribué par délibération du conseil métropolitain après une procédure de délégation de service public. Il devra avoir reçu l'accord préalable du préfet.

## ARTICLE 2 - OBJET DU SOUS-TRAITE

Ce sous-traité a pour objet l'équipement, l'entretien et l'exploitation du lot de plage n°1 tel que défini sur le plan joint en annexe.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, en application de l'acte de concession, sous-traite l'exercice de ses droits et obligations intéressant le lot de plage n°1, ainsi que la perception des recettes correspondantes.

Le lot de plage s'entend comme étant une unité foncière indivisible devant obligatoirement être exploitée *intuitu personæ* dans sa totalité par le seul sous-traitant et qui ne peut en aucune manière, sous peine de résiliation immédiate du sous-traité, faire l'objet en tout ou partie, à titre gracieux ou payant, au profit d'un tiers, d'un transfert, y compris temporaire, de l'exercice des droits et obligations intéressant ledit lot de plage.

Il résulte donc de l'alinéa précédent que les location-gérance, gérance libre, gérance appointée, gérance-mandat, mandat de gestion et, d'une manière générale, toutes formes de locations et sous-locations sont formellement prohibées.

Seules les dispositions précisées à l'article 19 du présent sous-traité pourront être mises en œuvre.

## ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU LOT SOUS-TRAITE

La nature, les caractéristiques, l'implantation et les prescriptions techniques de ce lot sont définies dans l'acte de concession. Ces caractéristiques, sans dépasser les valeurs maximales fixées par le cahier des charges, sont reprises dans les pièces constitutives du présent sous-traité et sont les suivantes.

Le sous-traitant du lot n°1 est autorisé à exploiter :

**Une superficie maximale de 167 m<sup>2</sup> dédiée à l'activité de location de matelas/parasols avec restauration légère comprenant :**

- **une surface minimum de 100 m<sup>2</sup> affectée à la location de matelas/parasols,**
- **une surface de 67 m<sup>2</sup> affectée à la restauration légère ou traditionnelle pouvant comporter :**
  - o éventuellement un mobilier bas de buvette (type comptoir, snacking froid) sur platelage bois
  - o une terrasse dans le prolongement du comptoir sur platelage en bois avec des tables et chaises

### Dispositions communes aux lots

Seules les activités mentionnées pour chacun des lots, tels que décrits à l'article 6 du cahier des charges de la concession, peuvent être exercées sur l'emprise du lot telles qu'elles figurent sur le plan de concession.

Dans le cas d'un lot permettant de la restauration légère, l'implantation de mobilier de type « salon » n'est possible que dans les emprises et surfaces autorisées pour la restauration légère.

Toutes autres activités comme, par exemple, celles relatives à des soirées festives avec ou sans intervention d'un prestataire extérieur (dj, chanteur, animateur, etc.), location de matériels (non prévue dans l'activité du lot), tirs de feux d'artifices, mariages (sauf si restauration uniquement), feux de camp, vente de textiles, prestations de bien être telles que massages, etc. ou activités à caractère publicitaire, n'ayant aucun lien avec



le service public de bains de mer, sont formellement interdites sur les lots et sur l'emprise de la concession de plage.

Par ailleurs, la location dite « au comptoir » ou la mise à disposition gracieuse de matelas/parasols destinés à offrir ce type de matériel au public en dehors de l'emprise des lots visés à l'article 6 du cahier des charges de la concession est strictement interdite.

L'implantation des lots doit être réalisée de façon contradictoire entre le concessionnaire et le sous-traitant avant le démarrage de l'exploitation à l'aide de repères sous forme de bornes apparentes.

La délimitation matérielle des lots doit exclusivement être réalisée de façon légère et amovible (en toile ou canisse par exemple).

Si le sous-traitant dispose d'installations sanitaires au titre de la délégation de service public de bain de mer dont il a la charge, il est tenu de les mettre à la disposition de sa clientèle, mais également à celle du public fréquentant la plage et ce à titre gracieux.

Cet accès gratuit pour tout public aux installations sanitaires des établissements de plage devra faire l'objet d'une information précise sur le site de chaque établissement.

Le terme « *plage privée* » ne peut être mentionné ni aux abords, ni sur les lots, ni sur aucun support publicitaire relatif à l'exploitation des présents lots. Seules les mentions « *plage balnéaire* » ou « *établissement de plage ... (suivie de la raison sociale)* » peuvent être admises.

Sur chaque lot, le sous-traitant doit détenir le présent cahier des charges, le plan de concession, et son sous-traité d'exploitation.

#### ARTICLE 4 – DUREE DU SOUS-TRAITE

La durée du présent sous-traité est fixée à 6 années ou, plus précisément, à 6 périodes d'exploitation. La période d'exploitation est comprise entre le 1<sup>er</sup> mars (ou la date de notification du sous-traité au sous-traitant si elle est postérieure, la première année) et le 31 octobre (montage et démontage compris). Cette période d'exploitation a été fixée par délibération du conseil métropolitain n°21/05/198 en date du 27 mai 2021.

Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées durant cette période d'exploitation.

Dans le cas où l'autorité concessionnaire modifierait la durée de la période d'exploitation des bains de mer, le sous-traitant devra s'y conformer.

En tout état de cause, le sous-traitant devra impérativement exploiter du 15 juin au 15 septembre.

Pendant la période minimale d'exploitation, les horaires quotidiens s'étendront :

- Pour l'activité de location de matelas/parasols : L'activité devra démarrer au plus tard à 10h00 le matin et se terminer au plus tôt à 18 h, tous les jours de la semaine, sauf dans le cas de conditions météorologiques ne permettant pas cette exploitation.
- Pour les activités de boissons et restauration : l'exploitation sera autorisée jusqu'à 1 heure du matin au plus tard.

#### ARTICLE 5 – REDEVANCE AU CONCESSIONNAIRE

Chaque année N, le sous-traitant est redevable envers le concessionnaire d'une redevance annuelle correspondant à :

- une part fixe forfaitaire de 4 175 euros (Location matelas parasol et restauration légère pieds dans le sable.)
- et une part variable de 1% du chiffre d'affaires global réalisé pendant la saison balnéaire de l'année N, qui ne saurait être inférieure à 1%.

EL



Il s'acquittera de cette somme auprès de M. le Trésorier Payeur Municipal de Toulon.

### 5.1 REDEVANCE PRISE SUR LE MONTANT FORFAITAIRE

La redevance prise sur le montant forfaitaire est révisable chaque année par le concessionnaire, dans les conditions ci-après :

- le montant de la redevance prise sur le montant forfaitaire que le sous-traitant s'engage à verser est ferme la première année ;

- la redevance prise sur le montant forfaitaire sera ensuite actualisée annuellement à compter de la date anniversaire du présent sous-traité, selon la variation de l'indice du coût horaire travail pour la main d'œuvre dans la restauration et l'hébergement publié par l'INSEE, selon la formule ci-après :

$$R_n = R_o * (0,15 + 0,85 \text{ ICHT-I} / \text{ICHT-I}_o)$$

**R<sub>n</sub>** : Nouvelle redevance

**R<sub>o</sub>** : Redevance d'origine

**ICHT-I<sub>o</sub>** : indice du coût horaire travail pour la main d'œuvre dans la restauration et l'hébergement lors de la signature du contrat

**ICHT-I** : dernier indice connu du coût horaire travail pour la main d'œuvre dans la restauration et l'hébergement à date anniversaire du contrat

La redevance de la part fixe forfaitaire sera majorée en cas d'application de pénalités pour non-respect de ses obligations par le sous-traitant conformément à l'annexe n°5 du sous-traité.

### 5.2 MODALITES DE VERSEMENT :

Le sous-traitant s'acquittera de la redevance auprès de M. le Trésorier Payeur Municipal de Toulon le 31 octobre de l'année N.

Toutefois, le sous-traitant devra s'acquitter de la part variable de la redevance le 31 octobre de l'année N+1.

### 5.3 CAS PRORATISATION :

Proratisation de la redevance :

La première année d'exploitation du lot de plage peut entraîner une proratisation de la redevance. Cette proratisation sera la conséquence d'une impossibilité pour le sous-traitant d'exploiter le lot de plage pour un fait extérieur à sa volonté dans la période minimale imposée, soit du 15 juin au 15 septembre (exemple : notification tardive du sous-traité). Ce fait ne devra pas être la conséquence d'une contrainte ou d'un risque identifié dans la concession, ni d'une négligence du sous-traitant. La période d'exploitation de la première année aura comme jour de départ, le premier jour d'exploitation effective de la concession, à condition que le sous-traitant ait effectué les diligences nécessaires à l'exploitation de son lot dans un délai raisonnable.

### ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU SOUS-TRAITE

Le présent sous-traité comprend, par ordre de priorité :

- Annexe 1 : le cahier des charges de la concession de plage ;
- Annexe 2 : le plan général de la concession de plage ;
- Annexe 3 : le plan d'aménagement du lot ;
- Annexe 4 : la copie de l'arrêté préfectoral accordant la concession de plage ;
- Annexe 5 : la notice des principales obligations du sous-traitant et des pénalités applicables ;
- Annexe 6 : le mémoire technique ;
- Annexe 7 : le mémoire financier ;
- Annexe 8 : le modèle de Rapport Annuel du Délégué ;
- Annexe 9 : Les informations de la commune concernant la surveillance de la baignade ;
- Annexe 10 : la dérogation d'accessibilité des PMR pour la plage du Pradon.

EL



## ARTICLE 7 – REGLEMENTS DIVERS

Le sous-traitant est tenu de se conformer aux codes, lois, décrets et règlements en vigueur et notamment aux articles R. 2124-13 à R. 2124-38 du code général de la propriété des personnes publiques relatifs aux concessions de plage.

Le sous-traitant est tenu de respecter l'ensemble des dispositions de la concession de plage (cahier des charges et plan d'aménagement). Il doit détenir sur son lot, tenus à la disposition du public qui souhaite les consulter, le sous-traité et l'ensemble des pièces qui le constituent.

Le sous-traité n'est pas constitutif de droits réels, au sens des articles L 2122-5 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Le sous-traitant prend le domaine public concédé en l'état où il se trouve le jour de la signature du sous-traité. Il ne confère pas au sous-traitant de droits supérieurs à ceux accordés au concessionnaire.

Il n'est pas soumis aux dispositions des articles L 145-1 à L 145-60 du code du commerce et ne confère pas la propriété commerciale à son titulaire.

Le sous-traitant ne peut réclamer aucune indemnité à l'État en cas de modification de l'état de la plage, de dégâts occasionnés aux installations du fait de l'action de la mer ou d'un autre phénomène naturel. Aucune indemnité n'est due du fait de la mise en œuvre par le préfet des mesures indispensables à la conservation du domaine public maritime.

Sur la plage concédée, le sous-traitant devra conserver une bande de passage d'une largeur suffisante, destiné à la libre circulation et au libre usage du public, qui sera préservé tout le long de la mer conformément au plan annexé à la présente convention. Cette bande, d'un minimum de **3 mètres**, sera considéré comme devant être accessible de tout temps (sauf en cas de perturbations météorologiques exceptionnelles).

En cas d'érosion de la plage ou lorsque l'état de la mer le nécessitera, le lot de plage sera automatiquement diminué dans sa profondeur par l'exploitant afin de toujours respecter un espace de **3 mètres** destiné à la libre circulation et au libre usage du public le long de la mer.

Dans ces conditions, ni le concessionnaire, ni l'exploitant ne peuvent lever contre l'État une quelconque réclamation dans le cas de troubles de jouissance résultant des effets naturels de la mer, notamment en ce qui concerne le taux d'occupation et l'espace significatif au droit des lots imposant le libre usage et le libre passage des usagers du DPM. Il en est de même du sous-traitant vis-à-vis du concessionnaire.

## ARTICLE 8 – DISPOSITIONS GENERALES

Le sous-traitant de plage peut être une personne morale, de droit public ou de droit privé, ou une personne physique ainsi que, le cas échéant, un groupe de personnes physiques détenant en indivision les équipements ou installations de plage et limité aux conjoints ou aux personnes unies par un pacte civil de solidarité ainsi qu'à leurs ascendants et descendants directs.

Lorsque le sous-traitant de plage est une personne morale de droit privé, il désigne une personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation. Celle-ci informe le concessionnaire et le préfet dans un délai d'un mois de toute modification dans l'actionnariat de la personne morale ayant pour effet une modification du contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce. En cas de liquidation judiciaire du sous-traitant, le sous-traité est automatiquement résilié.

Lorsque le sous-traitant de plage est un groupe de personnes physiques, ce dernier désigne, en son sein, une personne responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation.

Le sous-traitant doit appliquer les dispositions contenues dans les documents définis à l'article 6 ci-dessus et dans les articles du cahier des charges et sur le plan général de l'acte de concession, dont il a pris connaissance. Il s'engage à assumer personnellement les droits et obligations liés à la concession.

La surface de la plage concédée doit être libre de tout équipement et installation démontable ou transportable du lot en dehors d'une période définie dans la concession qui ne peut excéder 6 mois, sous réserve des dispositions des articles R.2124-17 à R.2124-19 du code général de la propriété des personnes publiques.

EL



Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées dans la période d'exploitation fixée par la concession.

Le sous-traitant assurera l'entretien, la propreté et la salubrité de la totalité de son lot, des constructions et des équipements, ainsi que de leurs abords.

Le sous-traitant ne pourra exploiter que l'activité pour laquelle il a obtenu le sous-traité, telle que définie dans le cahier des charges de la concession.

Un registre spécifique, destiné à recevoir les observations du public formulées à l'encontre du concessionnaire, du sous-traitant ou de ses employés, sera tenu sur le lot. A la fin de chaque saison balnéaire, ce registre sera transmis au concessionnaire, lequel le transmettra au service en charge de la gestion du DPM du Var accompagné de sa propre analyse.

A l'échéance du sous-traité, le sous-traitant devra remettre les lieux dans leur état primitif et naturel. Faute de quoi des poursuites pour contravention de grande voirie pourraient être engagées à son encontre.

Le sous-traitant est tenu de se conformer aux règlements relatifs à l'urbanisme, à la construction, à la protection des sites, aux extractions de matériaux, ainsi qu'à toute la réglementation concernant le domaine public maritime.

## **ARTICLE 9 – INSTALLATIONS SUPPLEMENTAIRES**

Le concessionnaire, après avis du service en charge de la gestion du DPM du Var, peut demander au sous-traitant de mettre en service les installations supplémentaires nécessaires à la salubrité et à la sécurité de la plage.

En cas de désaccord entre le concessionnaire et le sous-traitant sur les modalités techniques et financières de mise en œuvre de cette obligation, la décision incombe au service en charge de la gestion du DPM, le sous-traitant et le concessionnaire entendus.

Les travaux de modifications rendus nécessaires par les effets du temps, de l'usage, d'événements climatiques ou de la réglementation sur la salubrité et la sécurité, ne pourront être exécutés qu'une fois l'autorisation domaniale dûment délivrée par le concédant, et sous réserve de l'obtention des autres autorisations éventuelles (permis de démolir, permis de construire, etc.).

## **ARTICLE 10 – PROJETS ET EXECUTION DES TRAVAUX**

Le sous-traitant soumet au concessionnaire les projets d'exécution et de modification de toutes les installations. Ces travaux ne pourront être exécutés qu'une fois l'autorisation domaniale dûment délivrée par le concédant, et sous réserve de l'obtention des autres autorisations éventuelles, notamment au regard du code de l'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, etc.).

Tous les ouvrages, dont l'implantation avant travaux aura été vérifiée par le représentant de l'État, seront exécutés conformément aux projets, en matériaux de bonne qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'art.

## **ARTICLE 11 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE SALUBRITE ET DE SECURITE**

Le sous-traitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la salubrité, la sécurité et l'accessibilité du public au droit et à l'intérieur de son lot de la plage conformément aux dispositions de l'article 7 du cahier des charges de la concession de plage.

Le maire assurera, durant la saison balnéaire, les missions touchant à la sécurité (mise en place d'un balisage, surveillance des plages).

Le concessionnaire assurera les missions touchant à la salubrité, au nettoyage et à l'entretien de la plage.

EL



Conformément à l'article 7 du cahier des charges de la concession, la commune assurera les missions touchant à la salubrité, au nettoyage et à l'installation de sanitaires destinés au public que ce soit en direct ou par le biais d'une gestion déléguée.

## **ARTICLE 12 – REGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION**

Le sous-traitant est tenu de respecter et de faire respecter le règlement de police et d'exploitation de la plage établi par le maire et approuvé par le préfet.

Il prend toutes dispositions utiles pour porter ce règlement à la connaissance du public, notamment par voie d'affiche à l'intérieur de son lot.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION DE PLEIN DROIT**

Le sous-traité sera résilié de plein droit dans le cas de la révocation de la concession par le préfet, conformément au cahier des charges.

Dans ce cas, le sous-traitant est indemnisé du préjudice direct, matériel et certain, à la charge du concessionnaire. La redevance du sous-traité au concessionnaire cesse alors d'être due à partir de la date de l'arrêté du préfet prononçant la révocation de la concession.

## **ARTICLE 14 – RESILIATION POUR INTERET GENERAL**

Le sous-traité peut-être résilié à tout moment par décision motivée d'intérêt général et notamment en cas de mise en œuvre d'un plan d'utilisation de l'espace entraînant une modification du secteur concerné.

Dans ce cas, le sous-traitant est indemnisé du préjudice direct, matériel et certain, à la charge de la collectivité bénéficiaire du motif d'intérêt général reconnu. La redevance du sous-traité au concessionnaire cesse alors d'être due à partir de la date de l'arrêté du préfet prononçant la révocation du sous-traité.

## **ARTICLE 15 – RESILIATION PAR LE CONCESSIONNAIRE**

Les sous-traités peuvent être résiliés sans indemnité à la charge du concessionnaire, par décision motivée de ce dernier, après mise en demeure et après que le sous-traitant a été mis en mesure de présenter ses observations, en cas de manquement du sous-traitant à ses obligations, et notamment :

- 1° en cas de non-respect des stipulations du sous-traité, notamment des clauses financières ;
- 2° en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, notamment à la réglementation générale relative à l'occupation du domaine public maritime, à l'urbanisme, à la construction, à la protection des sites et à la sécurité ;
- 3° si l'emplacement du sous-traité est resté inexploité ou insuffisamment exploité, au regard des conditions de délivrance de la convention, pendant une période d'un an ;
- 4° en cas de non-démontage en dehors de la période prévue dans la concession, lorsque le sous-traitant ne bénéficie pas d'une autorisation annuelle spéciale ;
- 5° en cas de non-respect de la durée minimale d'ouverture annuelle de quarante-huit semaines, lorsque le sous-traitant bénéficie d'une autorisation annuelle spéciale ;
- 6° en cas de non-respect de l'obligation d'exploiter *intuitu personæ* le lot de plage, c'est-à-dire d'avoir confié à un tiers, sous quelque forme que ce soit, à titre payant ou gracieux, y compris à titre temporaire, l'exercice de tout ou partie des droits et obligations intéressant le lot de plage ;
- 7° en cas de non-exécution des travaux d'aménagement sur lesquels le sous-traitant s'est engagé dans son offre ;



En cas d'infraction grave aux lois et règlements en vigueur, les sous-traités peuvent être résiliés sans mise en demeure, après que le sous-traitant a été mis en mesure de présenter ses observations.

Le concessionnaire informe le préfet des cas de résiliation de sous-traité.

## **ARTICLE 16 – RESILIATION PAR LE PREFET**

Le préfet peut, après mise en demeure et après que le concessionnaire a été mis en mesure de présenter ses observations, se substituer à celui-ci pour assurer l'exécution du sous-traité. Le préfet peut, en particulier, résilier les sous-traités dans les cas prévus à l'article 15.

## **ARTICLE 17 – RESILIATION A LA DEMANDE DU SOUS-TRAITANT**

Le sous-traitant a la faculté de demander au concessionnaire la résiliation de son sous-traité, au plus tard le 31 décembre de chaque année. Passé cette date, le sous-traitant sera tenu de payer la totalité de la redevance de l'année en cours.

## **ARTICLE 18 – REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Dans tous les cas de résiliation, la remise des lieux dans leur état naturel et primitif incombe au sous-traitant, dans le délai imparti mentionné dans l'arrêté de résiliation et sans préjudice des poursuites pour contravention de grande voirie.

## **ARTICLE 19 – TRANSFERT DU SOUS-TRAITE – MODIFICATION DE LA REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL**

### **1) Transfert du sous-traité.**

Le sous-traitant de plage, personne physique, peut transférer le sous-traité à son conjoint ou à la personne à laquelle il est lié par un pacte civil de solidarité ou à l'un de ses descendants ou ascendants pour la durée de la convention restant à courir. Tout transfert doit faire l'objet d'un accord préalable du concessionnaire.

En cas de décès d'un sous-traitant de plage personne physique, le conjoint, les ascendants et descendants peuvent, dans un délai de six mois et à condition d'obtenir l'accord du concessionnaire, s'entendre pour transférer à l'un ou plusieurs d'entre eux le sous-traité pour la durée restant à courir. Faute d'accord entre eux, à l'issue de ce délai, le concessionnaire déclare la vacance du sous-traité.

Le concessionnaire, dans tous les cas nécessitant son accord, dispose d'un délai de deux mois à partir de la notification pour faire connaître son assentiment. L'absence de réponse dans ce délai vaut accord.

Le concessionnaire informe le préfet de toute modification du sous-traité initial ou, le cas échéant, de son refus d'accord au changement envisagé par le sous-traitant.

Un nouveau sous-traité sera établi conformément à l'acte de concession.

### **2) Modification de la répartition du capital social**

Le représentant de la société est tenu d'informer le concessionnaire et le préfet, dans le délai d'un mois, de toute modification dans l'actionnariat de la personne morale par rapport à la situation existante lors de la signature du sous-traité ayant pour effet une modification du contrôle au sens de l'article L.233-3 du code du commerce.

Un nouveau sous-traité ne pourra être établi conformément à l'acte de concession qu'à la condition expresse que la modification dans l'actionnariat de la personne morale précitée soit préalablement acceptée par le concessionnaire, en l'occurrence régulièrement approuvée par le conseil métropolitain, sur proposition du Président.

### **3) Subdélégation**

Le titulaire s'engage à assumer personnellement les droits et obligations liés à la concession.

EL

Aucune subdélégation à des tiers d'une partie des missions qui lui sont confiées par présent contrat ne pourra avoir lieu sans obtention préalable de l'agrément exprès de la Métropole TPM.

## ARTICLE 20 – TARIFS

Les tarifs pour l'usage des installations et matériels que le sous-traitant est autorisé à exploiter sur le lot, ainsi que leurs modifications, sont appliqués conformément à la réglementation en vigueur relative à la liberté des prix et de la concurrence. Ils sont portés à la connaissance du public par toutes voies de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou autre procédé approprié.

## ARTICLE 21 – COMPTES ANNUELS

Avant le 30 avril de l'année N+1, le sous-traitant adressera au concessionnaire un rapport comportant notamment les comptes financiers, tant en investissement qu'en fonctionnement, afférents au sous-traité ainsi qu'une analyse du fonctionnement de ce sous-traité, en particulier au regard de l'accueil du public et de la préservation du domaine.

## ARTICLE 22 – IMPOTS ET TAXES

Le sous-traitant acquittera tous les impôts et les taxes afférents à l'exploitation du lot objet du présent sous-traité.

## ARTICLE 23 – RESEAUX

Les frais de raccordement aux réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, ainsi que les montants des consommations sont à la charge des sous-traitants.

## ARTICLE 24 – ASSURANCES

Le sous-traitant devra s'assurer contre les risques en responsabilité civile pour l'ensemble des activités et biens, objets du sous-traité. Il devra fournir annuellement au concessionnaire la copie des contrats souscrits.

Accord préalable du Préfet du Var,  
Toulon, le.....

Lu et accepté .....  
A ..... le ..... 23/02/2022  
Le sous-traitant,

A Toulon, le .....  
Le Concessionnaire,  
Hubert FALCO  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

RESTAURANT LE BAMBOO  
Plage du Pradon  
83320 CARQUEIRANNE  
Siret : 531 809 020 00016

